

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

n°33

### Avant-Propos

#### DOSSIER :

#### **LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE, ENTRE GÉOPOLITIQUE ET CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES**

1. Après Fukushima, le nucléaire malgré tout
2. La financiarisation du prix du pétrole, un problème secondaire mais réel
3. Les énergies renouvelables limitent à peine la concurrence énergétique sino-américaine
4. Divergences entre la Chine et les organisations internationales de l'énergie : vers le choix d'une coopération régionale ?

#### REPÈRES

5. La réémergence de l'émergence pacifique
6. Contre l'instabilité mondiale, la Chine doit conclure de vraies alliances
7. Comment éviter de nouveaux scandales alimentaires ?
8. A institutions politiques inchangées, comment réformer par en bas ?
9. Vers un marché chinois du carbone

#### DÉCALAGE

10. Après Fukushima : Taiwan s'interroge sur le nucléaire



## AVANT- PROPOS

Transformer sans bouleverser, c'est le leitmotiv de ce numéro de China Analysis, et la ligne générale d'un gouvernement chinois qui connaît très bien la nécessité de réformes, mais qui est assoiffé de stabilité.

Le thème apparaît déjà dans le dossier de ce numéro sur la sécurité énergétique. Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal a surtout accentué les priorités du 11<sup>ème</sup> plan dans ce domaine – mais avec un investissement accru sur les énergies alternatives. Cinq des sept industries stratégiques ciblées par le plan sont des énergies propres. On peut y voir un positionnement agressif sur de nouveaux créneaux exportateurs – un choix confirmé par la mainmise de la Chine sur le secteur des terres rares, avec une hausse démesurée des prix à l'exportation. Bien sûr, les objectifs sont aussi plus larges : transfert de l'investissement vers la consommation, développement durable, réduction des inégalités et stabilité sociale.

Pour l'énergie comme pour le reste, ce 12<sup>ème</sup> Plan porte la marque socio-environnementale de Wen Jiabao et de son équipe.

Mais la Chine est aujourd'hui entre deux gouvernements – celui de Wen partant au Congrès du Parti de 2012, et celui de ses successeurs, qui n'est pas connu avec certitude. Comment s'étonner alors que les objectifs du Plan soient parfois dépourvus de moyens d'application clairs ? Comment expliquer que lorsque le premier Ministre Wen indique un taux de croissance réduit à 7 % - un taux plus respectueux de l'environnement et fondé sur une mutation qualitative – l'addition des objectifs provinciaux de croissance annoncés au même moment est plus proche de 11 % ? Cela se traduit bien sûr par un scepticisme sur les politiques énergétiques. La consommation d'énergie ne cesse d'augmenter et aggrave une pollution déjà alarmante. La dépendance de la Chine envers

les énergies fossiles, très polluantes, n'a pas de solution crédible en vue à moyen terme, alors que la Chine occupe une position pivot dans les négociations internationales sur le changement climatique.

Notre analyse de la réaction officielle chinoise à la catastrophe de Fukushima reflète cette contradiction. D'un côté, on le sait, la population de l'Est de la Chine a été dévorée d'inquiétude, et Wen Jiabao – encore lui – a très vite annoncé une suspension du grand plan de construction des centrales nucléaires. Mais de l'autre, la tendance est à estimer que la Chine « n'a pas le choix ». Les analyses laissent toutefois transparaître l'inquiétude sur un point précis : l'insuffisance des ressources humaines dans une industrie qui se développe aujourd'hui au galop.

A d'autres égards, le diagnostic reste hésitant. Des mécanismes de fixation du prix du pétrole, une analyse relève le rôle négatif des marchés financiers – mais note que les Etats-Unis en sont victimes comme d'autres, alors qu'ils captent le premier marché d'intermédiation. Une évolution prometteuse est suggérée : celle d'une alliance entre pays consommateurs, étendue à l'Inde avec qui la Chine mènerait une rivalité énergétique épuisante dans les pays tiers – on songe en particulier à l'Afrique. Quand au marché des certificats carbone – dont la Chine a tiré un grand profit financier à partir du système européen ces dernières années -, il est discrètement promu à un avenir utile sur le marché chinois lui-même – mais les échéances ne sont pas fixées.

Un deuxième thème est développé dans ce numéro, celui de la stratégie internationale de la Chine, en montée dans un contexte international difficile. La position à la fois modérantiste et innovatrice est occupée par Zheng Bijian, sans doute le plus ancien et le plus élevé des conseillers officiels du président Hu Jintao,

ancien secrétaire particulier du réformiste Hu Yaobang et directeur de l'Ecole Centrale du PCC. Au nom du « marxisme clairvoyant » et de « l'innovation maoïste » - termes qu'il faut sans doute traduire par un refus du marxisme rigide et du maoïsme dogmatique – Zheng prône le développement de « communautés d'intérêt » avec les grandes régions et pays développés (Etats-Unis, Europe, Japon), pour vaincre les réticences et les craintes devant la montée de la Chine. Au passage, il se place dans la filiation de Wen Jiabao, décidément réformateur, et non dans celle de Hu Jintao, qui a pour sa part évoqué des « points de rencontre d'intérêts ». Ce qu'évoque clairement Zheng, c'est la stabilité dans l'interdépendance.

Comment ne pas lui opposer le brûlot idéologique du général Zhu Chenghu, qui s'était déjà signalé en 2005 en évoquant la possibilité d'un bombardement nucléaire massif des Etats-Unis. Zhu récuse jusqu'à la possibilité d'une stabilité internationale dans les circonstances actuelles de rivalité entre une puissance hégémonique et des puissances qui, même concurrentes entre elles, pourraient coexister. Il appelle l'histoire à la rescousse, évoquant l'échec avant 1914 de l'entente bismarckienne des trois empereurs allemand, autrichien et russe, puis celui de la stabilisation recherchée par la Société des Nations. Contre un G2 servant de masque aux demandes américaines, il en appelle à une stratégie chinoise d'alliances politico-militaires – renversant ainsi un dogme de la politique étrangère chinoise depuis 1963. C'est bien Zhu qui occupe la position la plus iconoclaste, et son article confirme que l'Armée de Libération, même en son centre idéologique, est agitée de remous nationalistes profonds. Lui comme Zheng sont pourtant partis de la défense d'une Chine montante. Mais Zheng prône l'interdépendance du XXI<sup>e</sup> siècle, Zhu revendique lui une poussée politico-militaire conforme au réalisme darwinien du XIX<sup>e</sup> siècle.

Un troisième thème concernant la transformation sans bouleversement est développé par notre numéro : c'est celui des innovations administratives locales. L'auteur mis en avant, Gao Xinjun, ne franchit jamais une frontière : celle du changement des institutions et de leur mode de désignation, donc celle d'une mutation politique formelle. Mais derrière ce tabou, il fait une description enthousiaste de tous les changements qui, de la base au sommet, peuvent réformer la gouvernance locale. Appel à l'opinion, forums, surveillance des cadres, identification claire des responsabilités et sanctions, appel aussi à l'esprit réformiste du personnel politico-administratif. On sent une tension entre l'impératif de l'immobilisme du système de sommet, et la nécessité perçue d'adapter à tout prix la gouvernance locale aux demandes sociétales.

China Analysis se clôt souvent par une rubrique « en décalage ». Elle porte cette fois-ci sur les analyses développées à Taiwan après Fukushima. Combien par contraste, la démocratie taiwanaise apparaît plus vivante et concrète que la presse chinoise, ou d'ailleurs que celle de bien d'autres pays nucléaires... Risques, arguments et contre-arguments y sont développés avec précision et sans langue de bois.

**Mathieu Duchâtel et François Godement**

Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal annonce un renforcement de l'orientation de la Chine sur la voie du développement durable, autour de deux piliers: la diminution de l'intensité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il n'y a là rien de nouveau : le précédent plan quinquennal avait déjà cherché à favoriser ce tournant. Mais pour la période 2011-2015, le plan renforce cette orientation. La question porte désormais sur sa mise en œuvre, alors que le succès de la Chine est crucial pour le bon déroulement des négociations internationales sur le changement climatique.

Il s'agit bien entendu de privilégier le secteur des énergies alternatives, pour réduire la dépendance aux énergies importées et atteindre les objectifs fixés en matière de réduction des gaz à effet de

serre. Si la catastrophe de Fukushima a brièvement remis en question le développement du nucléaire chinois, ce secteur continue aujourd'hui à s'imposer comme pilier de la stratégie de développement des énergies alternatives. Les secteurs des énergies renouvelables ou « conventionnelles propres » et les nouvelles technologies d'efficacité énergétique (*smart grid*) ne sont pas mis à l'écart pour autant. En plus de diversifier les pistes vers une « économie durable », le développement de ces derniers peut permettre de créer de nouvelles bases pour la coopération entre les pays importateurs.

## **DOSSIER : LA SECURITE ENERGETIQUE, ENTRE GEOPOLITIQUE ET CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Les tensions géopolitiques avec les autres pays importateurs sont bien réelles. La Chine se plaint de la

méfiance d'un Occident qui perçoit la demande chinoise comme une menace pour sa propre sécurité énergétique. Pleinement consciente de l'importance des organisations internationales dans le cadre de la régulation des tensions géopolitiques autour des questions énergétiques, elle ne se dit pas pressée de se plier aux règles d'une communauté internationale sur laquelle elle perçoit la dominance de la méfiance occidentale. Les divergences de points de vue en matière de gouvernance mondiale persistent, ce qui encourage à faire pencher la stratégie énergétique vers un renforcement des structures régionales d'approvisionnement et vers l'établissement de nouveaux partenariats bilatéraux, dont ce dossier décrypte quelques exemples.

**Marie-Hélène Schwoob**



## 1. Après Fukushima : le nucléaire malgré tout

**MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB**

**SOURCES :**

- Wang Jiabo, « Regards sur la crise de Fukushima », *Guangming ribao*, 26 mars 2011.
- Deng Li, « La modernisation du dispositif d'urgence : l'inspection du système nucléaire national », *21 Shiji jingji baodao - 21st Century Business Herald*, 25 mars 2011.
- Zhao Yongxin, Jiang Jianke et Zhang Yujie, « Trois questions pour le nucléaire chinois », *Renmin ribao - Quotidien du peuple*, 11 avril 2011.

Il est frappant de voir à quel point les articles parus avant les événements de Fukushima présentaient de façon unanime le nucléaire comme un pilier incontournable de la stratégie énergétique chinoise. Aux treize centrales en activité vont s'ajouter trente unités, aujourd'hui en cours de construction, et quatre-vingt-dix unités supplémentaires sont également en projet. Cette stratégie de développement accéléré du nucléaire vise à satisfaire les objectifs qui fixent à 15 % la part d'énergies non carbone dans la production

primaire d'énergie d'ici à 2020, sans pour autant affaiblir l'approvisionnement énergétique national. A la suite de l'enchaînement des accidents survenus au Japon, la Chine s'interroge sur une potentielle remise en question de son programme et des objectifs fixés pour le secteur énergétique nucléaire.

Au lendemain de la catastrophe japonaise, le gouvernement chinois a d'emblée ordonné l'arrêt des processus d'examen et d'approbation des nouveaux projets nucléaires. Selon Wang Jiabo, cette décision d'immobiliser les programmes et de lancer une réflexion sur la sécurité du nucléaire s'imposait comme une évidence à l'ensemble de la communauté internationale. D'après l'auteur, cette action a cependant demandé d'autant plus de courage et de détermination à la Chine que le gouvernement se trouvait justement dans une phase d'élaboration, dans l'urgence, de stratégies énergétiques à faibles émissions carbonées.

Les consultations d'experts et les inspections réalisées à la suite de l'incident dans les installations nucléaires des provinces chinoises ont permis d'amorcer une évaluation générale des systèmes de gestion de la sécurité du nucléaire en Chine. Les différents auteurs rapportent au cours des articles les propos des experts et des évaluateurs, qui soulignent le degré élevé de sécurité du nucléaire chinois. Pour Zhao Yongxin, Jiang Jianke et Zhang Yujie, les technologies nucléaires utilisées par la Chine sont des technologies avancées, qui correspondent aux standards internationaux. Par ailleurs, les auteurs soulignent la rigueur du système de veille chinois. Selon eux, la Chine a tiré les leçons de Tchernobyl et mis en place des systèmes de surveillance, dont les normes correspondent aux standards de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Selon Deng Li, les procédures de surveillance des taux de radioactivité et d'auto-évaluation

des centrales et des risques ont par ailleurs été renforcées à la suite de l'incident de Fukushima.

Les auteurs se penchent surtout sur l'analyse des dispositifs d'urgence de la Chine. Les procédures de gestion des accidents nucléaires sont réparties en trois niveaux de réponse : l'État, le gouvernement local et l'entreprise :

- au sein du Conseil d'État, vingt unités relevant des différents ministères et administrations concernés forment un comité de coordination pour les procédures d'urgence en cas d'accident nucléaire. Ces unités sont responsables de l'établissement des dispositifs de gestion de crise, de leur mise en place, de la formation du personnel et de la conduite d'exercices relatifs au traitement des situations d'urgence;
- à l'échelon des provinces, les dispositifs comprennent des organismes d'intervention d'urgence et des équipes de secours, capables d'intervenir sur la mesure des taux de radioactivité, sur la protection contre les rayonnements, sur les processus de décontamination, les traitements médicaux, etc. ;
- au niveau des centrales nucléaires, le dispositif comprend un règlement détaillant les procédures en cas d'incident, ainsi que des équipes formées aux interventions d'urgence.

L'analyse du cas de la province du Zhejiang par Deng Li décrit un réseau d'autorités militaires, de groupes d'experts locaux et de responsables gouvernementaux – dont chaque entité possède un dispositif d'urgence en cas d'accident nucléaire – ainsi que du matériel tel que des réserves d'iode ou encore des véhicules de décontamination. Néanmoins, selon le vice-directeur du bureau de protection environnemental de la province du Zhejiang,

Zhan Chen, les procédures d'urgence doivent encore être améliorées. Zhan Chen souligne le manque d'experts techniques et la nécessité d'améliorer la formation des équipes de gestion de crise. Par ailleurs, la coordination entre les provinces nécessite d'être améliorée, tout comme celle entre les systèmes de prévision et de surveillance météorologiques, sismiques et océanographiques.

En dépit des questions qu'a soulevées l'incident de Fukushima quant à la sécurité du nucléaire chinois, l'abandon de cette filière n'est, clairement, pas une option pour la Chine. Pour Zhao Yongxin, Jiang Jianke et Zhang Yujie, dans un contexte global marqué par la pénurie d'énergie et le réchauffement climatique, l'énergie nucléaire est un choix stratégique incontournable pour le pays. Selon eux, la poursuite du développement de l'énergie nucléaire est impérative pour le développement économique et l'amélioration du niveau de vie de la population. D'après les auteurs de l'article publié par le *Quotidien du peuple*, l'énergie nucléaire possède des avantages qui placent cette technologie au-dessus des autres procédés de production d'énergie. L'énergie nucléaire constitue une source abordable, et efficace en termes de production d'électricité. L'énergie nucléaire est également une source fiable, du fait de la maturité des technologies utilisées. Par comparaison aux énergies éolienne, solaire et aux autres énergies nouvelles, l'énergie nucléaire possède aussi l'avantage non négligeable de pouvoir fournir une puissance conséquente et stable, qualités indispensables pour l'échelle chinoise. Au niveau des émissions, les centrales nucléaires se placent évidemment loin devant les autres sources traditionnelles de production énergétique. Le *Quotidien du peuple* rappelle à cet effet les objectifs du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal, aux exigences énergétiques et environnementales encore plus élevées que le plan précédent : réduction

des émissions de dioxyde de carbone de 17 % en 2015 par rapport à 2010, réduction des émissions de dioxyde de soufre de 8 % ; accroissement de la part d'utilisation de combustibles non fossiles dans la production d'énergie primaire de 8,3 % en 2010 à 11,4 % en 2015, etc. Pour les auteurs, ces objectifs, sans l'énergie nucléaire, seront tout à fait impossibles à atteindre.

Parallèlement aux grandes orientations nationales qui font de l'énergie nucléaire le pilier de la stratégie énergétique chinoise, les entités gouvernementales locales et les entreprises énergétiques font preuve d'un enthousiasme débridé qui incite au développement de la production d'énergie nucléaire. Deng Li se demande si l'enthousiasme dont témoignent les autorités locales pour cette forme d'énergie n'est pas excessivement élevé. Les autorités font preuve d'une réelle volonté de se placer en tête du peloton du programme nucléaire chinois (核电站的选址 « 打破头 », *hedianzhan de xuanzhi* « *dapotou* »). C'est aussi une stratégie importante dans le cadre des objectifs de réduction de l'intensité énergétique qui leur sont imposés. Le développement nucléaire a ainsi constitué un pilier important de la stratégie de réduction de la consommation énergétique de provinces comme celle de Chongqing. Les plans de développement de l'énergie nucléaire représentent pour les gouvernements locaux des assurances en matière d'approvisionnement énergétique, mais constituent également des sources de revenus non négligeables, fournissent des emplois, créent du PIB... Pour les entreprises locales, les programmes nucléaires représentent des investissements de plusieurs milliards de yuans, et constituent l'assurance de générer des revenus stables (par comparaison aux

énergies renouvelables). Pour Deng Li, il n'est alors pas étonnant de constater l'ampleur de l'intérêt qu'ont montré les provinces chinoises dans la conduite de programmes nucléaires à grande échelle.

Le dernier programme de développement de l'énergie nucléaire<sup>1</sup> fixait la capacité de production à 40 millions de GW en 2020. D'après les estimations réalisées sur les projets déjà en cours, la capacité nucléaire chinoise, en 2020, aura déjà dépassé cet objectif. Les discussions à l'Assemblée populaire du peuple précédant la publication du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal parlaient d'un doublement de l'objectif à une capacité de 80 GW en 2020.

**« Le plus grand défi auquel aura à répondre le programme nucléaire chinois est le manque de ressources humaines compétentes »**

Sur les quatre-vingt-dix nouveaux projets de centrale en cours, certains sont situés à proximité de sources d'eau potable, et les experts s'interrogent sur le degré du risque qui pèse ainsi sur les localités. Pour Li Ganjie, directeur du département de sécurité nucléaire cité par le *Guangming Ribao*, un certain nombre d'entreprises et de gouvernements locaux ont montré un enthousiasme trop grand pour l'énergie nucléaire. « Les objectifs posés sont trop importants, les actions menées trop rapidement, avec un manque de réalisme et de connaissances, ce qui constitue un risque non seulement pour la sécurité, mais aussi pour l'économie. »

Pour Li Ganjie, le plus grand défi auquel aura à répondre le programme nucléaire chinois est le

---

<sup>1</sup> Le programme de développement de l'énergie nucléaire 2005-2020 (核电中长期发展规划, *hedian zhongchangqi fazhan guihua*) a été lancé par la NDRC en 2007, et définit les objectifs de développement de l'énergie nucléaire à l'horizon 2020.

manque de ressources humaines compétentes dans le domaine de la technologie nucléaire. La rapidité du développement des projets nucléaires de la Chine et l'échelle à laquelle ces projets sont développés ont pour conséquence d'entraîner une dilution et une désorganisation du personnel techniquement compétent. Ceci pourrait avoir des conséquences non seulement pour la conduite des projets en cours, mais également pour l'exploitation des futures centrales de production. Par ailleurs, le manque de compétences techniques pourrait faire cruellement défaut à la Chine en cas d'accident nucléaire, de même que la dispersion des dispositifs de gestion de crise au sein d'entités multiples et peu coordonnées.

En dépit de ces risques et de ces lacunes, les auteurs s'accordent à dire que, en matière de développement de l'énergie nucléaire, la Chine n'a tout simplement pas le choix. Les auteurs de l'article du *Quotidien du peuple* concluent que « le programme nucléaire chinois ne s'abstiendra pas de se nourrir par peur de s'étouffer » (在发展核电问题上, 不应因噎废食, *zai fazhan hedian wenti shang, buying yinyefeishi*).



## 2. La financiarisation du prix du pétrole, un problème secondaire mais réel

GONG CHENG

### SOURCES :

- Yu Sihe<sup>2</sup>, « L'absence du droit de parole sur le prix du pétrole est une pseudo-question stratégique », *Jingji guanCha bao*, 13 mai 2011.
- Liu Yantang<sup>3</sup>, « La Chine pèse moins de 1 % dans la fixation du prix du pétrole mondial », *Liao wang zhoukan*, 1<sup>er</sup> mai 2011.
- Zheng Hui, « La stratégie financière du pétrole dans le nouveau contexte économique international », *Zhongguo jingji shibao*, 22 avril 2011.
- Huang Ye<sup>4</sup>, « Lutter pour le droit de fixation du prix du pétrole : la Chine a-t-elle une marge de manœuvre ? », *Guoji jinrong bao*, 29 mars 2011.

Sous l'influence des bouleversements politiques violents qu'ont connus certains pays du Moyen-Orient, le cours du pétrole a de

2 Yu est un analyste senior du marché énergétique. Il est aussi chroniqueur pour plusieurs journaux économiques chinois, dont *Jingji guanCha bao*.

3 Liu est journaliste pour *Liao wang zhoukan*.

4 Huang est journaliste pour *Guoji jinrong bao*.

nouveau franchi la barre des 100 dollars par baril, comme en 2008. Des experts du secteur énergétique ont, de plus, prévu l'avènement d'une nouvelle ère du pétrole cher. « La Chine doit [ainsi] se préparer pour affronter une période prolongée d'un prix du pétrole élevé. », préconise M. Fu Chengyu<sup>5</sup> dans une interview accordée au *Zhongguo qingnian bao*<sup>6</sup>.

Nous nous interrogeons ici sur les déterminants des mouvements des prix des matières énergétiques : équilibre entre l'offre et la demande (donc évolution des stocks) ou positions à terme ? Si la théorie de l'offre et de la demande s'appliquait, la Chine devrait avant tout sécuriser ses approvisionnements en pétrole, qui se situent pour la plupart en Afrique et au Moyen-Orient, zones socialement et politiquement instables. En revanche, si les prix des matières premières étaient déterminés par la spéculation financière, à cause des transactions de contrats à terme, il serait stratégiquement intéressant pour la Chine, d'accroître son pouvoir dans la détermination de ces prix. La Chine risquerait alors d'entrer en confrontation avec des pays avancés, surtout les États-Unis, jusqu'alors maîtres du jeu.

Certes, « l'offre et la demande sont les déterminants fondamentaux du prix du pétrole », concluent un grand nombre d'articles. Le prix du pétrole augmente lorsque le marché anticipe une insuffisance de l'offre, à la suite d'événements affectant la capacité de production des pays exportateurs de pétrole, à l'image par exemple des conflits armés en Libye. Cependant, dans le cas actuel, d'autres pays de l'OPEP ont réitéré leur intention d'accroître la production en conséquence ou d'utiliser leurs réserves pour stabiliser l'offre

---

5 Fu est le *chief executive officer* de la China National Offshore Oil Corporation.

6 Zhong Shi, « Où la flambée du cours du pétrole mène-t-elle l'économie chinoise ? », *Zhongguo Qingnian Bao*, 25 mars 2011.

mondiale. En parallèle, une demande croissante en matières énergétiques pourra tirer leur prix vers le haut. La reprise économique dans les pays avancés, la croissance soutenue des économies émergentes, ainsi que la prévision d'un hiver froid, etc. pourront tous contribuer à une forte demande de pétrole. Or, la demande continuellement accrue n'a pas conduit à une augmentation linéaire du cours du pétrole. Celui-ci a connu des hauts et des bas.

En effet, selon Zheng Hui<sup>7</sup> et de nombreux autres analystes du secteur de l'énergie, l'équilibre entre la demande et l'offre de pétrole ne permet pas d'expliquer entièrement la volatilité du cours du pétrole. Pour l'auteur, bien qu'il ne s'agisse pas véritablement d'une « ressource rare », son prix n'est pas fixé par les seules lois du marché, c'est une ressource « politisée » (政治化, *zhengzhi hua*) et « financiarisée » (金融化, *jīnróng hua*). Depuis deux décennies, l'interconnexion entre le marché des matières premières d'un côté et les marchés de change, des produits dérivés et des positions à termes de l'autre a été fortement renforcée. Par crainte des fluctuations des taux de change contre le dollar, monnaie dans laquelle le cours du pétrole est libellé, le marché des contrats à terme sur le pétrole s'est rapidement développé. Les grandes banques d'investissement, ayant les moyens financiers et une expertise avancée sur le marché des produits dérivés, sont devenues le principal acteur dans les transactions du pétrole à terme. Elles gagnent ainsi un pouvoir croissant dans la détermination du cours du pétrole. Par ailleurs, la finance moderne pourrait aussi amplifier tous les chocs externes sur les prix des matières premières, tels que des catastrophes naturelles, des mouvements sociaux et l'affluence des flux de capitaux. Selon Zheng Hui, sur le marché pétrolier des contrats à terme, seul 30 % des transactions totales

---

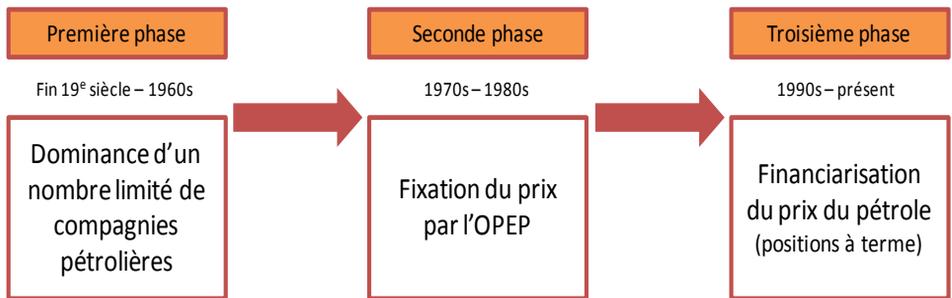
7 Zheng est chercheuse à l'Académie chinoise de gouvernance (国家行政学院, *Guojia xingzheng xueyuan*).

sont réalisées pour un besoin substantiel, le reste étant des spéculations. Elle conclut que l'investissement dans les positions à terme ont accru le cours du pétrole de 20 à 30 %.

Le droit de fixation des prix des matières énergétiques est ainsi devenu un sujet de discussion très important dans la presse chinoise. *Guoji jinrong bao* a aussi avancé l'idée selon laquelle nous sommes déjà entrés dans une ère où « la finance est reine ». C'est la finance qui contrôle des prix des matières premières (cf. graphique ci-dessous).

« pouvoir du discours » (话语权, *huayuquan*<sup>8</sup>) sur les prix des matières énergétiques doit être attribué à des déficiences structurelles internes.

Selon l'article de *Liaowang*, en raison de la localisation du plus grand marché énergétique des contrats à terme à New York et de l'indexation du cours du pétrole sur le billet vert, le gouvernement américain pourrait exercer une influence sur les prix du pétrole, au comptant comme à terme, par effet de signal (par exemple, par des annonces politiques), émissions de capitaux liquides (par le biais d'une politique monétaire expansionniste) ou ajustement des réserves de pétrole<sup>9</sup>. Pour peser sur le cours du pétrole, la Chine ne dispose par des mêmes infrastructures que les États-Unis.



Source : graphique élaboré par l'auteur sur la base de l'article du *Guoji jinrong bao*

Si l'importance du droit de fixation des prix a été bien mise en valeur par la presse chinoise, quels sont les obstacles qui empêchent la Chine d'avoir un plus grand droit de parole sur ces prix ? Quelles stratégies la Chine peut-elle adopter face à cet enjeu majeur ? Ces questions divisent la presse chinoise. Certains considèrent les États-Unis comme la pierre d'achoppement principale. D'autres pensent que les États-Unis eux-mêmes ne sont pas le véritable gagnant dans la fixation du prix du pétrole. Enfin, une troisième position est qu'au contraire, le fait que la Chine ne dispose pas de

Étant donnée la taille du marché énergétique en Asie, la création d'un marché de contrats à terme pourrait permettre à la Chine et à d'autres pays asiatiques d'avoir un droit de parole plus important sur les cours des énergies fossiles. La fondation de la Bourse des matières premières de Shanghai constitue à cet égard un premier essai. Dans cette perspective, la Chine entrera sans doute en confrontation

8 Pour une discussion de ce concept, voir Martina Bassan, « La quête chinoise d'un pouvoir du discours », *China Analysis*, n°33, janvier-février 2011.

9 Les États-Unis ont de larges réserves en pétrole, pouvant couvrir jusqu'à cent jours de consommation.

avec les États-Unis pour la fixation des cours des matières énergétiques dans le futur.

Or, certains analystes pensent, au contraire, que les États-Unis ne profitent pas systématiquement de leur position dominante sur le marché énergétique. Selon le *Guojijinrong bao*, une augmentation du prix du pétrole est dans l'intérêt des États-Unis, mais ceux-ci n'accepteront pas pour autant un cours du pétrole trop volatil, étant donné que l'économie américaine repose sur une consommation massive des matières énergétiques. De surcroît, le gouvernement américain est devenu un réel « prêteur en dernier ressort » pour quasiment toutes les transactions concernant les énergies fossiles, en raison du rôle du dollar. En effet, l'économie mondiale a besoin de liquidités en dollar pour s'approvisionner en pétrole dont le cours est libellé en billet vert. Plus le cours du pétrole augmente, plus cette demande de liquidités en dollar est forte. Or, plus les États-Unis émettent de la monnaie pour satisfaire cette demande de liquidités, plus le dollar se déprécie, et plus le cours du pétrole libellé en dollar sera cher. Ainsi, les États-Unis supportent eux aussi une partie des coûts liés à la financiarisation du prix du pétrole. En cas d'éclatement de la bulle spéculative sur les cours des matières énergétiques, ce sera les États-Unis qui régleront la note. Enfin, dans ce jeu de spéculation financière sur le pétrole, « les États-Unis jouent le rôle de manager du fonds tandis que les pays asiatiques jouent celui de créditeurs et d'investisseurs », conclue Song Liang dans le *Guojijinrong bao*. Ce message nous laisse entendre que les pays asiatiques, dont la Chine, ont eux aussi participé à la formation d'une bulle spéculative sur le prix du pétrole.

**« La Chine entrera sans doute en confrontation avec les États-Unis pour la fixation des cours des matières énergétiques dans le futur »**

Selon l'article de *Jingji guan cha bao*, ce sont des déficiences structurelles internes qui privent la Chine d'une participation plus importante sur le marché énergétique mondial. Tout d'abord, il s'agit d'un manque de transparence de l'information. Aux États-Unis, les données sur les stocks de pétrole sont publiques et accessibles. Par exemple, le prix du pétrole léger WTI<sup>10</sup> est indexé sur les stocks de pétrole hebdomadaires aux États-Unis qui sont publiés le mercredi par l'Energy Information Administration (EIA). Or, en Chine, les données sur les stocks de pétrole sont depuis toujours considérées comme un secret commercial et ne sont pas publiées d'une manière claire et transparente. Par ailleurs,

selon Yu Sihe, il n'y a pas assez de faiseurs de marché dans le secteur énergétique en Chine. Les trois entreprises publiques pétrolières sont dans une situation d'oligopole sur le marché interne, elles ont une emprise sur les industries, en amont comme en aval, dans la production des produits pétroliers. La rigidité du marché interne pose donc problème. Enfin, la monnaie chinoise n'est pas encore convertible et ne pourra pas servir d'intermédiaire d'échange ni d'unité de compte pour les transactions internationales. En conséquence, pour que la Chine ait une influence plus grande dans la fixation du prix du pétrole sur le marché international, il faudrait d'abord qu'elle se dote de marchés flexibles et structurés, et d'un corps de professionnels compétents pour opérer sur ces marchés.

---

10 West Texas Intermediate (WTI) est un pétrole brut utilisé pour calculer le prix du pétrole brut à la Bourse des matières premières de New York (New York Mercantile Exchange).

Sur le court terme, la presse chinoise conclut à l'unanimité que, malgré son importance, le droit de fixation des prix n'est pas la première priorité de la politique énergétique chinoise. Sécuriser les sources d'approvisionnement en pétrole, accroître les réserves et surtout améliorer l'efficacité dans l'utilisation des énergies fossiles demeurent des objectifs plus réalistes et plus faciles à atteindre. La sécurité énergétique est une véritable priorité du XII<sup>ème</sup> plan quinquennal. Réajuster la structure de consommation d'énergie en accroissant le poids des énergies propres (telles que l'énergie hydraulique, éolienne, solaire et nucléaire) et promouvoir un style de vie à « bas carbone » (低碳, *di tan*) sont aujourd'hui les mots clés pour encadrer l'utilisation des matières énergétiques dans les cinq ans qui viennent.



### **3. Les énergies renouvelables limitent à peine la concurrence énergétique sino-américaine**

**MICHAL MEIDAN**

#### SOURCES :

- Fan Sili<sup>11</sup>, « La coopération énergétique sino-américaine ouvre la porte à l'internationalisation de l'économie verte », *Zhongguo jingji shibao*, 25 janvier 2011, p. 2.
- Du Lijun<sup>12</sup> : « Une analyse de la tendance des relations énergétiques entre la Chine et les États-Unis à partir de la théorie des relations internationales : de concurrence vers coopération », *Zhongguo duiwai maoyi - China's Foreign Trade*, p. 210-212.
- Yan Xinhua<sup>13</sup>, « Les exportations de technologies inversent les rôles de 'maître et disciple' dans les relations énergétiques sino-américaines », *Zhongguo dianlibao - China Electric Power News*, 27 janvier 2011, p. 7.
- Jiang Xufeng, Liu Linuo, Zheng Xiaoyi, Ren Haijun, « Une coopération sino-américaine

11 Fan Sili est journaliste du *Zhongguo jingji shibao*.

12 Du Lijun est professeur à l'Institut d'affaires publiques et de relations internationales de l'Université de Fudan, Shanghai.

13 Journaliste du *Zhongguo dianlibao*.

favorable dans le domaine des technologies propres », *Zhongguo jianshebao - China Construction News*, 14 février 2011, p. 8.

– Kong Bo<sup>14</sup>, « Des acquis clairs dans la relation entre la Chine et les États-Unis pour les énergies propres mais des défis persistent », *Zhongguo shihuabao - China Petrochemical News*, 11 février 2011, p. 5.

Alors que la Chine s'engage sur des objectifs ambitieux pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2011-2015) et cherche à diminuer sa dépendance envers le pétrole importé, le développement des énergies renouvelables et des technologies permettant une consommation énergétique plus efficace semblent être la réponse parfaite aux soucis énergétiques du pays : non seulement les énergies renouvelables pourront réduire les émissions polluantes de la Chine, mais elles permettront en même temps de développer une industrie chinoise avancée (dont notamment les « sept secteurs stratégiques émergents<sup>15</sup> » que la Chine encouragera dans le plan quinquennal) et à modérer les tensions géopolitiques autour de la quête chinoise des matières premières à l'international.

Les articles analysés font l'éloge du développement des énergies renouvelables

---

14 Kong Bo est directeur de recherche dans le programme « énergie, ressources et environnement » de l'université John Hopkins.

15 Ces sept secteurs sont presque tous liés aux économies d'énergie et aux nouvelles technologies. Ils comprennent l'efficacité énergétique et la protection de l'environnement : nouvelles technologies, technologies de l'information, biotechnologies, équipements de grande qualité (aéronautique et aérospatiale, satellites), nouvelles énergies propres, y compris les réseaux électriques intelligents, nouveaux matériaux, et véhicules hybrides, électriques ou équipés d'une pile à combustible. « China to Nurture Seven Strategic Industries », *Xinhuanet*, 28 octobre 2010.

et des technologies pour l'utilisation efficace d'énergie comme l'objet parfait d'une coopération sino-américaine dénuée de tensions géopolitiques. D'abord, l'accès aux énergies renouvelables n'est limité ni par la géographie ni par la quantité ; ensuite, les dialogues fonctionnels autour de la collaboration énergétique représentent une plateforme d'échanges réguliers et permettent de réunir un grand nombre d'acteurs en provenance des administrations, du monde de l'entreprise (à la fois privées et étatiques) et de représentants de la société civile afin de diversifier, approfondir et améliorer les relations entre Pékin et Washington.

La signature d'un ensemble d'accords énergétiques et environnementaux à l'occasion du sommet Hu-Obama, en janvier 2011, en est la preuve parfaite pour les auteurs. Dans un contexte bilatéral tendu au cours de l'année 2010, le sommet Hu-Obama a été l'occasion de contenir les tensions accumulées (concernant la monnaie chinoise, le climat d'investissements en Chine, et la nouvelle posture chinoise dans son environnement asiatique). Les accords énergétiques et environnementaux ont été la manifestation concrète de la dissipation des tensions.

Parmi les accords signés – pour une valeur totale de 45 milliards de dollars –, la moitié avaient trait aux technologies propres ou au développement des énergies renouvelables. Ces accords concernaient les premiers acteurs industriels des deux pays : le premier producteur de charbon chinois, Shenhua et General Electric pour la commercialisation de technologies de gazéification du charbon en Chine ; American Electric Power Co et Huaneng pour la commercialisation de technologies de capture et séquestration de charbon ; American Electric Power Co et State Grid, le plus grand fournisseur d'électricité chinois pour le développement éventuel des *smart grids* ;

et China Power Investment Corp et Alcoa pour un développement conjoint d'énergie éolienne ainsi qu'une éventuelle collaboration dans le développement, en Chine, de fonderies d'aluminium plus efficaces et moins polluante<sup>16</sup>.

Or, au fond, cette question concerne la capacité de l'industrie chinoise à rattraper l'industrie américaine<sup>17</sup>, les sources de sa compétitivité et les évolutions du « climat » des investissements de part et d'autre du Pacifique. La question se pose constamment aux États-Unis alors qu'elle n'est évoquée qu'en filigrane dans les analyses citées, et concerne très directement l'avenir de cette collaboration jugée si fructueuse.

« L'accès au marché chinois vient avec des incitations plus importantes et comporte de nouveaux risques »

En termes d'obstacles pour les entreprises américaines en Chine, les auteurs citent la faible protection de la propriété intellectuelle et une charge fiscale élevée ; ils évoquent également la crainte, aux États-Unis, que les investissements dans les technologies propres en Chine nuisent à la création d'emplois « verts » américains – la raison pour laquelle l'accent a été mis sur la création de 235 000 emplois par les accords signés – mais soulignent en même temps le protectionnisme auquel font face les compagnies chinoises désireuses d'investir aux États-Unis<sup>18</sup>.

16 « **Factbox: Business Deals Announced around Hu's U.S. visit** », *Reuters*, 18 janvier 2011.

17 Suzanne Goldenberg, « US Energy Secretary Warns of 'Sputnik Moment' in Green Technology Race », *The Guardian*, 29 novembre 2009; « Who's Winning the Clean Energy Race: Growth, Competition and Opportunity in the World's Largest Economies », *The Pew Charitable Trust*, 2010 à [http://www.pewtrusts.org/uploadedFiles/wwwpewtrustsorg/Reports/Global\\_warming/G-20%20Report.pdf](http://www.pewtrusts.org/uploadedFiles/wwwpewtrustsorg/Reports/Global_warming/G-20%20Report.pdf)

18 Daniel H. Rosen, Thilo Hanemann, « **An American Open Door: Maximizing the Benefits of Chinese**

Or, les analyses ne font que survoler très brièvement l'existence de ces problèmes, tout en se félicitant du rattrapage remarquable effectué par la Chine en ce qui concerne sa capacité d'innovation industrielle. En effet, ils soulignent que les accords de janvier démontrent que la collaboration énergétique se fait sur un pied d'égalité entre les partenaires et qu'il existe un besoin réciproque pour ces synergies : American Electric Power envisagera de commercialiser les technologies de capture de carbone de Huaneng aux États-Unis et Duke Energy et Xinao collaboreront pour le développement des *smart grids*. Les acquis technologiques chinois sont tels que les compagnies américaines

sont demandeuses de partenariats afin de les développer pour une éventuelle commercialisation à la fois sur le marché chinois et sur le marché américain (même si l'attrait du marché chinois reste encore un facteur important pour ces compagnies).

Plus fondamentalement, ces articles reflètent un changement de ton qui entre en résonance avec le nouvel aplomb dont fait preuve Pékin concernant son évolution économique et sa position géopolitique : la Chine a l'ambition et la capacité d'être une puissance économique, technologique et industrielle comparable aux États-Unis. Et, en filigrane, une tension est perceptible entre le besoin de coopérer avec les États-Unis compte tenu de leurs technologies et la volonté de s'affirmer en tant que concurrent, la Chine devant adopter sa politique en conséquence.

Foreign Direct Investment », *Asia Society*, mai 2011, [http://www.rhgroup.net/files/RosenHanemann\\_AnAmericanOpenDoor\\_2011.pdf](http://www.rhgroup.net/files/RosenHanemann_AnAmericanOpenDoor_2011.pdf).

Carsi de nombreuses compagnies américaines, pour s'établir sur le marché chinois, ont fondé leur stratégie sur la cession de technologies pour bénéficier en retour de parts de marché, la nouvelle assurance industrielle chinoise, et le soutien gouvernemental qu'elle reçoit (notamment la volonté de Pékin de favoriser l'« innovation indigène ») change la donne pour les investisseurs. L'accès au marché chinois vient avec des incitations plus importantes et comporte de nouveaux risques, dont la perte de la propriété intellectuelle ainsi qu'une capacité de « digestion » et d'adaptation plus importante de leurs technologies par leurs partenaires/concurrents chinois, le tout suivi par une montée en puissance des compagnies chinoises à l'étranger, avec des produits à prix plus concurrentiels. Washington et ses lobbies ne restent donc pas indifférents, surtout quand Pékin demande à ses partenaires étrangers de laisser leurs marchés ouverts, de continuer à fournir leurs technologies – qui demeurent tout de même plus avancées – et évoque le fait que, en fin de compte, la Chine reste un pays en développement. Après tout, la Chine et les États-Unis, maintiennent nos auteurs, ont tous deux intérêt à ce que Pékin soit capable de garantir sa sécurité énergétique et d'atteindre ses objectifs environnementaux...

Dans ce contexte, cette coopération « gagnant-gagnant » risque de devenir une source de tension politique.



#### **4. Divergences entre la Chine et les organisations internationales de l'énergie : vers le choix d'une coopération régionale ?**

**MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB**

**SOURCES :**

- Xu Ying<sup>19</sup>, « État des lieux et perspectives de la participation de la Chine dans les organisations internationales de l'énergie », *Xiandai guoji guanxi - Contemporary International Relations*, 2010, n°12, p. 47-57.

- Cui Shoujun<sup>20</sup>, « Les options de la Chine dans les modèles de coopération internationale de l'énergie », *Xiandai Guoji Guanxi - Contemporary International Relations*, 2010, n°11, p. 33-38.

- Huang Lin<sup>21</sup>, « Situation de la sécurité

19 Xu Ying est professeur associé à l'Institut des relations internationales de l'université du peuple de Pékin et spécialiste de la diplomatie chinoise et internationale.

20 Cui Shoujun est conférencier à l'Institut des relations internationales de l'université du peuple de Pékin, et spécialiste des problématiques énergétiques et de sécurité au Moyen-Orient.

21 Huang Lin est chercheur à l'Institut moyen-oriental de l'université des langues étrangères de Shanghai.

pétrolière chinoise et analyse des stratégies politiques étrangères », *Dangdai Jingji*, décembre 2010, p. 8-10.

La détérioration du contexte énergétique mondial et ses répercussions sur la sécurité énergétique de la Chine ont entraîné une multiplication des réflexions sur les stratégies que ce pays devra mettre en œuvre au cours des années à venir. Les divergences de points de vue en matière de gouvernance mondiale persistent avec les organisations internationales, dominées par un Occident perçu comme accusateur et suspicieux, et semblent faire pencher la Chine vers un renforcement des structures régionales d'approvisionnement énergétique.

Pour Cui Shoujun, la situation énergétique est grave. Le développement accéléré de la Chine a mis en lumière les contradictions de la structure énergétique interne et dévoilé l'incapacité des ressources du pays à répondre à la demande énergétique, qui ne cesse de progresser. Cette situation, selon l'auteur, n'a laissé d'autre alternative que d'adopter une stratégie tournée vers l'extérieur (« aller vers l'extérieur », 走出去, *zouchuqu*). La Chine, d'après lui, ne dispose pas des moyens d'action militaire des États-Unis, et ne peut donc pas se permettre de mettre en place de stratégie « monopolistique » (垄断性, *longduanxing*). Face à l'obligation de faire reposer l'ensemble de sa sécurité énergétique sur le « développement pacifique » (和平发展, *heping fazhan*), la Chine s'est attachée, dans son agenda énergétique des vingt dernières années, à verrouiller son approvisionnement en favorisant le développement des entreprises énergétiques chinoises au sein des pays exportateurs.

Cette stratégie de « coopération bilatérale verticale » (双边纵向合作, *shuangbian zongxiang hezuo*), qui s'appuie essentiellement

sur le développement de la coopération avec les pays exportateurs, comporte un risque important : celui d'intensifier la compétition entre les pays importateurs. Pour Huang Lin, en raison des besoins énergétiques croissants des pays émergents et de l'instabilité politique des principaux pays exportateurs, la stratégie de coopération doit s'orienter vers le développement de plus en plus important des relations entre les pays importateurs. Ces derniers partagent des intérêts communs ; ce qui pourrait les inciter à joindre leurs forces pour répondre à certains problèmes qui portent atteinte à la stabilité du marché énergétique mondial : par exemple, en sécurisant les structures mondiales de transport de l'énergie par une lutte conjointe et coordonnée contre le terrorisme, la piraterie, etc.

Mais la coopération de la Chine avec les pays importateurs occidentaux et avec les organisations internationales, « dominées par l'Occident », se heurte à plusieurs obstacles diplomatiques.

Les auteurs déplorent les accusations portées contre la Chine par les organisations internationales de l'énergie. La « théorie de la responsabilité énergétique de la Chine » (中国能源责任论, *Zhongguo nengyuan zeren lun*) place cette dernière au premier rang des consommateurs mondiaux d'énergie, sans mentionner la consommation énergétique par tête, comme le rappelle Xu Ying. Une telle responsabilité implique d'importantes pressions, et incite le gouvernement à considérer avec une très grande prudence une éventuelle adhésion aux organisations internationales de l'énergie. La Chine doit d'abord réfléchir aux intentions réelles des pays démocratiques membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), à laquelle la Chine n'appartient pas, et aux stratégies sous-jacentes aux injonctions répétées de ses représentants à rejoindre l'organisation.

Par ailleurs, la Chine regrette la trop grande méfiance de l'Occident, qui porte atteinte aux activités « purement commerciales » (纯粹是商业行为, *chuncui shi shangye xingwei*) des entreprises pétrolières. L'assimilation de ces activités à un « grignotage » de leurs propres intérêts énergétiques par les pays occidentaux constitue une autre forme de pression à laquelle le gouvernement chinois est soumis, et qui l'incite à garder une certaine distance par rapport aux organisations internationales de l'énergie.

Une coopération avec le « Club occidental du pétrole » (西方国家的石油俱乐部, *xifang guojia de shiyou julebu*) comporterait cependant de nombreux avantages, et pourrait conduire, selon Cui Shoujun, à un adoucissement de la suspicion manifestée par l'Occident, ce qui débloquerait les intérêts chinois dans les pays producteurs. Néanmoins, les divergences en matière de gouvernance internationale restent importantes, ce qui pose d'importantes questions quant à l'avenir des formes de la coopération avec les organisations internationales de l'énergie, et en particulier avec l'AIE.

Si les auteurs attachent beaucoup d'importance au renforcement des liens avec l'AIE, « poids lourd » des organisations internationales de l'énergie, pour Xu Ying, une adhésion formelle reste inenvisageable dans l'état actuel des choses. Répondre à la fois aux questions cruciales de développement économique interne et aux pressions de l'opinion publique internationale ne donne d'autre choix à la Chine que de rechercher des modes de coopération excluant son adhésion à l'organisation. La méfiance chinoise concernant les motifs réels de l'agenda diplomatique des pays occidentaux et la domination américaine exercée sur les

règles internationales placent la coopération avec les organisations énergétiques devant des obstacles importants.

Face à ces difficultés, le développement de structures de coopération régionales paraît plus aisé à mettre en œuvre. Depuis une vingtaine d'années, la coopération énergétique de la

Chine semble de plus en plus attirée vers les mécanismes de coopération régionale, suivant les principes de la diplomatie étrangère chinoise de stabilisation de la périphérie et « d'avoir un pied » en Asie-Pacifique (稳定周边, 立足亚太, *wending zhoubian, lizu yatai*).

Afin de diversifier ses sources d'approvisionnement sur

le plan géographique et de développer la coopération énergétique régionale, la Chine travaille déjà activement à la mise en place d'une structure d'approvisionnement reposant sur des corridors énergétiques avec les pays ou régions limitrophes (Asie centrale, Myanmar, Russie) : au Nord-Ouest avec l'Asie centrale (approvisionnant d'ores et déjà la Chine en ressources gazières), au Sud-Ouest avec le Myanmar (dont l'objectif est d'approvisionner la Chine en ressources gazières dès 2015) et au Nord-Est avec la Russie (projets d'oléo- et gazoducs en cours de construction).

Pour Huang Lin, le développement d'une coopération avec le Japon pourrait s'établir sur la base des intérêts partagés en matière d'approvisionnement en pétrole, et donner lieu à une coopération sur les questions de sécurisation des voies de transport maritimes – et en particulier du détroit de Malacca. La Chine compte d'autre part sur les investissements japonais pour le corridor énergétique Est-Ouest. Enfin, selon l'auteur, la

**« La Chine et l'Inde possèdent des structures énergétiques qui rendent leurs territoires très fortement concurrents »**

Chine et le Japon partagent les mêmes intérêts en matière de sécurisation de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, et des approvisionnements énergétiques en provenance de ces territoires.

La Chine, enfin, peut également travailler à l'entretien de bonnes relations avec les pays d'Asie du Sud-Est, de manière à sécuriser la sécurité du transport maritime pétrolier, en « mettant de côté les différends » (搁置争议, *gēzhì zhēngyì*) et en participant de « manière positive » à l'exploitation de gaz et de pétrole en mer de Chine du Sud.

Ce processus de développement de la coopération régionale devrait ainsi continuer à s'intensifier au cours des prochaines années. Il risque cependant de se heurter à une question ardue : celle du règlement des différends avec l'Inde. La Chine et l'Inde, dont les orientations politiques se tournent traditionnellement le dos, possèdent des structures énergétiques qui rendent leurs territoires très fortement concurrents. La « dispute entre le dragon et l'éléphant » (龙象之争, *lóngxiàng zhìzhēng*) attire depuis quelque temps l'attention internationale. Selon l'opinion publique occidentale, la Chine et l'Inde pourraient coopérer dans les domaines technologiques et dans l'échange d'informations. Pour Xu Ying, une coopération énergétique entre l'Inde et la Chine est tout simplement impossible à court terme. Néanmoins, l'auteur souligne que cette structure relationnelle, marquée par une forte compétition dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, ne diffère pas fondamentalement des relations concurrentielles entre les pays importateurs du reste du monde. La question du règlement des différends territoriaux reste un problème épineux, mais l'auteur salue le fait que des dialogues aient été amorcés. D'après lui, ceux-ci pourraient mener à l'avenir à l'initiation d'une coopération énergétique – en particulier dans le domaine des énergies renouvelables

– qui permettrait de réduire la problématique énergétique frontalière et d'amorcer l'entrée de la Chine et de l'Inde sur la voie d'une compétition fondée sur des échanges commerciaux pacifiques.

# REPÈRES

## 5. La réémergence de l'émergence pacifique

**MATHIEU DUCHÂTEL**

SOURCE :

- Zheng Bijian : « Nouvelles réflexions sur l'émergence pacifique de la Chine », *Beijing ribao*, 16 mai 2011.

C'est en qualité de président du China Institute for Innovation and Development Strategy (国家创新与发展战略研究会, *Guojia chuangxin yu fazhan zhanlue yanjiuhui*)<sup>22</sup>, un nouveau think-tank créé à Pékin en janvier 2011, que Zheng Bijian<sup>23</sup> reprend la plume

22 Au début du mois de mai, l'organisation n'avait pas de site internet. Son vice-président est Wu Jianmin, ancien ambassadeur de la République populaire de Chine en France, et le CHIDS a déjà organisé avec la Brookings Institution un dialogue de *second track* sur les mécanismes propres dans les échanges sino-américains.

23 Zheng Bijian a été vice-président et directeur exécutif de l'École centrale du Parti de 1997 à 2002, lorsque Hu Jintao en était président. Il a élaboré le concept d'« émergence pacifique » ainsi que de nombreux autres slogans qui sont utilisés aujourd'hui pour encadrer la politique étrangère chinoise. Il a effectué une partie de sa carrière (dans les années 1980) au sein du secrétariat du Parti, et a été en particulier secrétaire personnel de Hu Yaobang, lorsque

sur le sujet qui lui a apporté une renommée internationale, la grande stratégie chinoise. En 2005, sa thèse de l'émergence pacifique (和平崛起, *heping jueqi*) avait provoqué un débat d'experts dans le monde entier<sup>24</sup>. À ce terme, le Parti communiste avait officiellement préféré celui de « développement pacifique » (和平发展, *heping fazhan*). Pourtant, le concept de Zheng Bijian mène une vie autonome. Encore aujourd'hui, les éditorialistes, les commentateurs et les analystes chinois l'utilisent systématiquement pour qualifier le processus de montée en puissance de la Chine, et le distinguer de celui de l'Allemagne ou du Japon des années 1930.

Zheng Bijian renoue avec sa réflexion en raison d'un contexte international par bien des aspects dangereux et hostile. Le concept d'émergence pacifique a été conçu à l'origine pour contrer les thèses de la « menace chinoise » et de « l'effondrement à venir de la Chine » (中国崩溃论, *Zhongguo bengkuai lun*). Pour Zheng Bijian, il a accompli cet objectif. Or, depuis la crise économique mondiale de 2008, la montée en puissance continue de la Chine suscite de nouveau un « sentiment d'inquiétude » au sein de la communauté internationale. Zheng Bijian n'inscrit pas sa réflexion dans les débats stratégiques sur la politique étrangère chinoise, ses intérêts fondamentaux et sa tendance récente à la confrontation frontale<sup>25</sup>. Pourtant, sa réflexion

---

celui-ci était le secrétaire général du PCC. Zheng Bijian a également été vice-ministre de la Propagande (1992-1997) et membre du comité permanent de l'Assemblée consultative politique du peuple chinois (1998-2008), et membre des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> comités centraux du Parti. Il reste aujourd'hui un intellectuel influent, comme en témoigne la reprise, par de nombreux Chinois, de l'article que nous analysons ici.

24 Voir par exemple, Robert Suettinger, « The Rise and Descent of China's Peaceful Rise », *China Leadership Monitor*, n° 12, Fall 2004.

25 François Godement, « La stratégie chinoise en débat », *China Analysis*, n°32, janvier-février 2011.

part d'un constat très proche. La Chine doit anticiper un risque : que les inquiétudes diffuses vis-à-vis du développement chinois alimentent un réalignement des politiques chinoises des pays occidentaux et du Japon dans le sens de l'hostilité. Si c'était le cas, le développement de la Chine et de ses partenaires serait gravement affecté. En outre, la marge de manœuvre des entreprises chinoises à l'international se réduirait de manière considérable.

Dans ce contexte, « l'émergence pacifique » reprendrait toute sa pertinence. Zheng Bijian semble donc supposer que la politique étrangère chinoise s'éloigne de ses préceptes. Il propose de les redéfinir autour de deux notions : la « construction de communautés d'intérêt » (建立利益共同体, *jianli liyi gongtongti*) et la productivité (生产力, *shengchanli*). Par ces communautés d'intérêt, il entend de denses faisceaux d'échanges internationaux, principalement commerciaux mais s'appuyant aussi sur des groupes sociaux multiples, représentatifs de divers intérêts. Cette approche – qui ressemble beaucoup à la notion de « Front Uni » dans le vocabulaire communiste, mais avec un langage plus moderne – serait pertinente parce qu'elle permettrait de mieux prendre en compte quatre grandes tendances internationales : la mondialisation, l'irruption irréversible des menaces non traditionnelles au sommet des agendas de politique de sécurité nationale des États, la nécessité, pour toutes les puissances, d'éviter les crises conventionnelles dans les points chauds du globe, ainsi que l'interpénétration croissante des sociétés et des cultures.

Une stratégie recherchant la construction de communautés internationales d'intérêt poursuivrait un objectif principal : assurer, pendant la décennie 2010, la transformation du modèle de développement chinois. La transition appelée de ses vœux par Zheng Bijian – et par le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal du

PCC – inclut la substitution de la demande intérieure aux exportations comme principal moteur de croissance économique, la transformation d'importateur net de capitaux étrangers en exportateur d'investissements directs à l'étranger, sans toutefois que les flux de capitaux vers la Chine diminuent, la recomposition de la structure des secteurs de production, et le passage d'une société de « revenus moyens-inférieurs » à une société de « revenus moyens-supérieurs » (中等偏上收入, *zhongdeng pian Shang shouru*).

Le succès de cette transition est dans l'intérêt du monde, qui y trouvera de nouvelles opportunités commerciales, selon Zheng Bijian. Or, le passage de la Chine à un stade supérieur de son développement ne peut pas utiliser les recettes des autres grandes puissances. Contrairement aux États-Unis, la Chine ne peut pas fonder son développement sur la consommation de 25 barils de pétrole par tête et par an. Pour cette raison, alors qu'elle ne consomme qu'1,5 barils par an, le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal prévoit une baisse de 16 % de la consommation énergétique chinoise à l'horizon 2016. De même, contrairement aux Européens, la Chine ne peut fonder sa montée en puissance sur la colonisation « pour régler le problème de la surpopulation de ses campagnes », citant le chiffre de 60 millions d'Européens qui auraient gagné les colonies aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Enfin, contrairement à l'Union soviétique, la Chine n'a aucun intérêt à construire un modèle idéologique et impérialiste d'exportation de la révolution socialiste dans le monde entier.

Pour la seconde décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, Zheng Bijian définit donc la place de la Chine comme celle d'une « contribution encore

plus importante à la croissance mondiale ». Cet objectif sans doute modeste et en apparence altruiste, Pékin doit l'atteindre par la maîtrise des grandes tendances internationales. La montée en puissance des grands émergents tout d'abord, que la Chine doit accompagner et sur laquelle elle doit s'appuyer ; ensuite, l'importance grandissante de l'économie de la connaissance, qui provoque une transformation profonde de la structure des échanges mondiaux et des chaînes de production industrielles internationales, surtout après la crise économique de 2008 : la Chine doit capter les flux, maîtriser les technologies et s'imposer dans les chaînes de productions multinationales. Enfin, Zheng Bijian appelle la Chine à ne pas céder aux sirènes

**« C'est avec les pays occidentaux que la stratégie des communautés d'intérêt doit être activée en priorité »**

du post-modernisme. Selon lui, le monde du XXI<sup>e</sup> siècle est un monde où l'État souverain conserve son rôle clef.

Zheng Bijian ne prétend pas, avec son concept de « communautés d'intérêt », avancer une idée nouvelle. Il s'attache plutôt à mettre en valeur une notion déjà présente dans la diplomatie chinoise, et l'élever au rang de principe directeur. Ainsi, il rappelle que Wen Jiabao a utilisé le terme lors du dernier forum de Bo' Ao, alors que Hu Jintao lui a préféré celui de « points de rencontres d'intérêts » (利益的会合点, *liyi de huihedian*). Pour Zheng Bijian, cette lecture de la place de la Chine dans le monde a des implications particulièrement importantes pour les entreprises chinoises. Leur mouvement de développement à l'international ne va cesser de prendre de l'ampleur, et leur rôle dans la diplomatie chinoise va croître en conséquence.

Malgré son effort pour l'inscrire dans la ligne officielle du Parti, l'analyse et les recommandations de Zheng Bijian vont à

l'encontre de celles de nombreux experts<sup>26</sup>. C'est sans doute la raison pour laquelle l'auteur souligne que, pendant ces années de crise économique mondiale, les « communautés d'intérêt » entre la Chine et le reste du monde n'ont cessé de se consolider, une manière indirecte de rejeter les interprétations considérant que la politique extérieure chinoise progresse dans le sens de la confrontation et du rapport de force.

La consolidation de ces « communautés d'intérêt » doit passer par des dossiers spécifiques, choisis selon l'état des relations entre la Chine et ses partenaires. Avec les États-Unis, la coopération doit porter lors des prochaines années sur les mécanismes d'énergie propre et les infrastructures<sup>27</sup>, un dossier qui pourrait donner « une dynamique très forte aux relations sino-américaines, et amener des opportunités d'emploi dans les deux pays ». Avec l'Europe, la Chine doit instaurer une relation d'échange, selon laquelle elle investirait davantage dans les pays européens pour y créer des emplois, alors que ceux-ci transféreraient des technologies à la Chine. Les technologies et le savoir-faire européen sont particulièrement utiles pour « l'urbanisation de la Chine ». Quand au Japon, c'est sa reconstruction après le séisme et le tsunami de 2011 qui doit servir de moteur aux relations avec la Chine. Que Zheng Bijian mette en avant les États-Unis, l'Europe et le Japon n'est pas anodin. Pour lui, c'est avec les pays occidentaux que la stratégie des « communautés d'intérêt » doit être activée en priorité, car elle fonctionne déjà assez bien avec les grands émergents et les pays asiatiques.

En complément de cette approche, Zheng Bijian préconise le retour à un « marxisme clairvoyant » (清醒的马克思主义, *qingxing*

26 Par exemple de celle de Zhu Chenghu, décrite dans l'article de Martina Bassan, dans ce numéro.

27 Voir l'article de Michal Meidan dans ce numéro.

de *makesi zhuyi*) pour redéfinir le rôle du Parti communiste chinois dans cette seconde décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Le Parti doit se concentrer sur un objectif prioritaire : l'augmentation de la productivité. Et Zheng Bijian cite Mao Zedong, qui avait préconisé d'élever la productivité au rang de « standard » pour juger de la qualité de la gouvernance du Parti. À un moment où semble émerger un débat sur la pertinence du maoïsme comme guide idéologique du Parti<sup>28</sup>, Zheng Bijian paraît se positionner avec une telle référence à Mao. Mais il ne s'agit plus de l'apologie de la productivité à tout prix qui a conduit à la famine du Grand Bond en avant. La productivité qu'il appelle de ses vœux a aujourd'hui un sens nouveau : l'innovation, la création d'emplois, et la gestion des risques.

28 Selon certaines sources, Xi Jinping aurait proposé une circulaire au Politburo en décembre 2010, qui enlèverait les références à la pensée Mao Zedong de l'idéologie du Parti. Le débat a depuis été étouffé, et nul ne sait si Xi avait vraiment appuyé cette proposition. Voir par exemple « Mao's Legacy still Divides China », *The New York Times*, 5 mai 2011.



## 6. Contre l'instabilité mondiale, la Chine doit conclure de vraies alliances

MARTINA BASSAN

SOURCE :

- Zhu Chenghu<sup>29</sup>, « Considérations sur la configuration stratégique du monde contemporain », *Shijie jingji yu zhengzhi*, n° 2, février 2011, p. 4-15.

Le choix fait par la Chine d'une « grande stratégie » dépend de sa perception des grands équilibres internationaux et de la nature du système international. C'est le constat sur lequel se fonde le général Zhu Chenghu, l'un des analystes militaires les plus connus en Chine et à l'étranger, et notamment à Washington, à cause des menaces qu'il avait formulées en 2005 à l'encontre des États-Unis : l'emploi éventuel de l'arme nucléaire<sup>30</sup>.

29 Zhu Chenghu 朱成虎 est major-général et directeur du département d'études stratégiques de l'université de défense nationale de l'Armée populaire de libération (APL).

30 En juillet 2005, Zhu avait affirmé que la Chine pourrait utiliser des armes nucléaires contre les États-Unis « et attaquer plus d'une centaine de villes américaines », dans le cas d'une ingérence militaire américaine dans un conflit entre la Chine et Taïwan.

Dans cet article, le général revient sur la répartition de la puissance relative entre les États-Unis, la Chine et les autres puissances, et propose une analyse des dynamiques qui caractérisent le système contemporain. Il définit d'abord la « configuration stratégique du monde contemporain » (当前世界战略格局, *dangqian shijie zhanlue geju*) comme « une structure de relations relativement stable qui se forme entre les principales puissances stratégiques du monde ». Il en identifie trois éléments constitutifs, c'est-à-dire les facteurs à partir desquels la structure se constitue et qui la rendent intelligible. Primo, la « répartition de la puissance » (力量对比, *liliang duibi*), qui détermine la place de chaque pays dans le système, mais aussi sa politique extérieure et son influence. Secundo, la « tendance à la stabilisation » (稳定性, *wendingxing*) du système, qui ne peut pas changer ou être modifié, ni avec facilité ni avec rapidité. Enfin, les « relations entre les différentes forces stratégiques » (战略力量之间的关系, *zhanlue liliang zhijian de guanxi*), qui peuvent s'équilibrer ou s'entrechoquer.

Il y a aujourd'hui, selon Zhu, quatre approches dominantes de la nature du système international :

- le monde unipolaire (单极世界, *danji shijie*), sous la direction des États-Unis, devenus la seule superpuissance après la chute de l'Union soviétique ;
- le monde multipolaire (多极化的世界, *duojihua de shijie*), vu le déclin manifeste de la puissance américaine et son incapacité à le dominer et la montée en puissance des grands pays émergents ;
- la phase de transition (在过渡期, *zai guodu qi*) du bipolarisme vers un monde multipolaire, voire de transition accélérée ;

Cette déclaration avait amené la Chambre des représentants des États-Unis à appeler à la démission du général Zhu.

- la domination du système par un G2, c'est-à-dire la Chine et les États-Unis, dont la relation détermine le gouvernement du monde (共治, *gongzhi*).

D'après Zhu, aucune de ces théories n'est valide, ni même possible sur le plan théorique. On peut écarter avec facilité la théorie du monde unipolaire. Bien que les États-Unis demeurent la seule superpuissance, à la suite des dernières guerres et de la crise financière, leur influence dans le monde a régressé. S'ils gardent encore le primat de la puissance militaire, ils restent incapables de lutter seuls contre la prolifération nucléaire, le terrorisme ou le changement climatique, et doivent rechercher la coopération internationale et le soutien des autres grandes puissances.

L'idée d'un monde multipolaire, bien qu'envisageable, n'est pas réaliste non plus. La configuration stratégique mondiale est définie sur la base d'un équilibre entre puissances, et un monde multipolaire ne pourra se former qu'à condition que d'autres puissances stratégiques se développent au même niveau que les États-Unis. Or, d'après l'auteur, aucune des grandes puissances (Japon, Russie, Europe, Chine) ne possède le potentiel suffisant pour devenir un véritable pôle. C'est aussi le cas de la Chine, dont les faiblesses sont nombreuses (inégalité caractérisant la distribution de la richesse, nécessité d'une réforme du système politique, défi à relever concernant la sécurité, besoin urgent de moderniser les techniques militaires) : « la Chine d'aujourd'hui est encore loin de devenir un pôle », affirme le général Zhu. En effet, se demande-t-il, « si la Chine était vraiment un pôle dans le sens profond de ce terme, les États-Unis oseraient-ils arraisonner les navires chinois dans les eaux internationales ? Oseraient-ils larguer des bombes sur l'ambassade chinoise ? Oseraient-ils vendre sans hésitation tous ces armements à Taïwan ? ».

Selon Zhu, la théorie de la phase transitoire ne tient pas non plus : accepter l'idée que l'on se trouve dans une phase de transition de la configuration stratégique mondiale qui peut durer des décennies, voire des siècles, reviendrait à nier l'existence actuelle de cette même configuration, alors qu'elle est une réalité objective.

Enfin, le « gouvernement partagé » Chine-États-Unis n'est pas réalisable. Tout d'abord parce que cela suppose un équilibrage au niveau de confrontation de puissance que la Chine ne peut pas pour l'instant atteindre et, ensuite, parce que les États-Unis n'ont aucun intérêt à gouverner avec la Chine : « l'objectif de la stratégie globale des États-Unis est de conserver leur suprématie internationale » et « ils ne permettront jamais à la Chine de se développer sans problèmes jusqu'à leur niveau et, surtout, ils ne partageront jamais avec elle la gestion des affaires mondiales ». La théorie du G2 n'est pour l'auteur qu'un escamotage utilisé par les Américains pour inciter la Chine à assumer davantage de responsabilités internationales.

Si toutes ces possibilités sont écartées, comment définir, alors, le système contemporain ?

Zhu cite Nye et son idée du monde comme un « échiquier à trois dimensions », où la complexité des relations entre puissances et le déséquilibre de la distribution du pouvoir excluent à priori la possibilité de rétablir un système uni, bi ou multipolaire. En d'autres termes, l'unipolarisme et le bipolarisme incarnent des structures anachroniques. D'après Zhu, on se trouve certainement dans un monde où il y a plusieurs puissances, mais il ne s'agit pas de multipolarisme parce que la répartition de la puissance est déséquilibrée. Selon l'auteur, qui répète la formule officielle de la diplomatie chinoise, la configuration stratégique du

monde depuis 1989 est caractérisée par la présence « d'une seule superpuissance et de plusieurs puissances » (一超多强, *yichao duoqiang*). Mais Zhu choisit d'ajuster cette vision du monde à une nouvelle réalité. A la suite de la dissolution du monde bipolaire, le système international était constitué autour de « l'hégémonie d'une superpuissance et la coexistence d'une pluralité de puissances » (一超独霸多强 并立, *yichao duba duoqiang bingli*) soumises aux États-Unis à des degrés divers. Aujourd'hui, on remarque de plus en plus la « domination d'une seule superpuissance contrebalancée par l'ensemble des autres puissances » (一超主导多强制衡, *yichao zhudao duoqiang zhiheng*).

Les États-Unis continuent de dominer dans tous les domaines. Du point de vue économique, ils contrôlent la finance et les principales banques mondiales, ce qui leur permet d'orienter le système économique international et de sauvegarder leurs intérêts. Sur le plan culturel, leur influence est assurée par le monopole exercé sur presque 90 % de l'information diffusée dans le monde. Politiquement, leur position au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et leurs relations privilégiées avec les grandes puissances économiques et militaires mondiales jouent un rôle fondamental. Enfin, on ne peut pas nier leur supériorité militaire, qui « demeure toujours le pilier de la sécurité d'un pays », « le moyen ultime pour sauvegarder les intérêts nationaux » et « l'incarnation de la capacité d'équilibrage stratégique ». Or, si les puissances majeures telles que la Russie, le Japon, l'Europe et la Chine contrebalancent de fait la puissance américaine, c'est aussi le cas des grands pays émergents tels que l'Inde et le Brésil. Ces États ont un intérêt stratégique à l'avènement d'un

monde multipolaire. Ils cherchent à accélérer leur développement pour devenir des « pôles » dans les relations internationales, participent activement la vie internationale, et sont devenues indispensables dans la gestion des affaires mondiales.

Ces puissances, souligne Zhu, aspirent toutes à la création d'un monde multipolaire qui, finalement, non seulement n'est pas réalisable, mais par ailleurs ne serait jamais une garantie de paix durable : la stabilité pourrait probablement être assurée pour une brève période mais, sur le long terme, les antagonismes et la compétition entre les principales puissances aboutira soit en un conflit, soit en une guerre entre Etats ou groupes d'Etats. Zhu évoque

**« Une stratégie d'alliance est certes risquée mais si les États-Unis enferment la Chine dans un coin, alors elle n'aura pas d'autre choix »**

l'exemple de la configuration stratégique de l'entente des trois empereurs, qui aurait conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale, ou de celle du monde multipolaire sous la supervision de la Société des Nations qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Un système multipolaire est instable, et les antagonismes en son sein sont plus difficiles à gérer et à coordonner. La complexité ne peut pas être contrôlée et stabilisée, tandis que la compétition entre puissances est destinée à être de plus en plus aigüe : comme celui qui a le pouvoir de fixer les règles est aussi celui qui jouit des bénéfices qu'en découlent, il est évident que l'enjeu stratégique réside dans le pouvoir de déterminer les règles d'un système.

La conclusion du général Zhu est typique d'une approche purement réaliste, qui considère le système bipolaire comme la configuration stratégique la plus stable. L'auteur décrit une forme de bipolarisme revisité, à partir de sa configuration classique, celle de la Guerre

froide, qui n'est plus réalisable dans sa forme traditionnelle. C'est ainsi que « la raison pour laquelle la configuration actuelle de domination d'une superpuissance et d'équilibrage des puissances majeures persiste depuis vingt ans et continuera à durer dans les années à venir, est que la présence de ces puissances majeures constitue une force d'équilibrage qui restreint l'exercice de la superpuissance américaine ». Celle-ci continuera encore longtemps à orienter la réforme et les changements du système, mais elle n'aura plus aucune chance de parvenir de nouveau à une hégémonie.

Dans cette configuration, compte tenu des capacités actuelles de la Chine, Zhu souligne la nécessité pour son pays de tourner à son avantage la rivalité avec les États-Unis. Pour cela, la politique étrangère chinoise ne doit pas avoir peur d'un véritable mélange des genres : elle doit acquérir un profil international plus coopératif tout en restant ouverte à la création de fortes coalitions avec les autres puissances. Elle doit encourager le multilatéralisme, le gagnant-gagnant et la diversité (多样化, *duoyanghua*) – ce n'est pas nouveau – et, surtout, participer de façon active au système international et à la formulation des normes internationales. Surtout, et c'est la recommandation la plus originale de l'article de Zhu, elle doit mettre fin à sa politique de refus des alliances, et passer des traités avec certains États (变不结盟为结盟, *bian bu jiemeng wei jiemeng*), afin d'atteindre un équilibre stratégique avec les États-Unis et, de manière plus générale, avec l'Occident. Zhu ajoute qu'une stratégie d'alliance est certes « risquée mais que, si les États-Unis enferment la Chine dans un coin, alors elle n'aura pas d'autre choix ».



## 7. Comment éviter de nouveaux scandales alimentaires ?

MATHIEU DUCHÂTEL

### SOURCES :

- Zhang Ranran<sup>31</sup>, « Sécurité alimentaire : il faut s'attaquer en priorité à la faillite morale des contrôleurs d'hygiène et de qualité », *Liaowang*, 30 avril 2011.
- Hu Shuli<sup>32</sup>, « Le problème complexe de la sécurité alimentaire peut en réalité être réglé facilement », *Xin shiji*, 2 mai 2011.

Ces dernières années, les scandales alimentaires se sont multipliés en Chine, au point de devenir un véritable problème de politique de sécurité. Le lait à la mélanine, le riz traité au cadmium, la viande de porc dégraissée au clentubérol, l'huile d'égout utilisée selon une étude dans 10 % des restaurants du pays pour faire frire les plats ou, plus récemment, à Shanghai, l'affaire des « petits pains multicolores » traités avec des colorants toxiques, après avoir été reconditionnés à partir de petits pains périmés, toutes ces affaires ont une cause évidente :

31 Zhang Ranran est éditorialiste de l'hebdomadaire *Liaowang*.

32 Hu Shuli est rédactrice en chef de *Caixin/Xin Shiji*, elle est l'une des intellectuelles publiques les plus influentes de Chine.

la recherche d'une diminution des coûts de production

Comme le souligne Hu Shuli dans un éditorial, de telles affaires ne peuvent pas être étouffées. Il suffit qu'une seule soit dévoilée dans la presse ou sur internet pour que l'ensemble des médias s'en saisisse. La politisation était donc inévitable. Le 14 avril, le Premier ministre Wen Jiabao a critiqué « l'absence de sincérité et la faillite morale » (诚信的缺失, 道德的滑坡, *chengxin de qushi, daode de huapo*) des fabricants de produits agro-alimentaires toxiques. Le 21, le Vice-Premier ministre Li Keqiang, qui dirige la commission gouvernementale pour la sécurité alimentaire, a indiqué que la loi sur la sécurité alimentaire (食品安全法, *shipin anquan fa*) serait appliquée avec la plus grande sévérité. Selon Li Keqiang, celle-ci doit dissuader les contrevenants en les menaçant de peines extrêmement graves, pour « empêcher le chaos en agitant le spectre de punitions cruelles » (重典治乱, *zhongdian zhiluan*).

Or, selon Zhang Ranran, la réponse des autorités publiques sera inefficace si elle ne porte que sur les producteurs. Dans son éditorial, il révèle une autre dimension cruciale des scandales alimentaires, liée au personnage du « contrôleur d'hygiène et de qualité » (监管者, *jianguanzhe*). Au-delà de la recherche de profits mise en œuvre par les industries agro-alimentaires, le système de contrôle de qualité chinois a une faiblesse fondamentale : une partie non négligeable des revenus des contrôleurs provient des amendes que ceux-ci infligent aux industriels.

Le cas des petits pains multicolores de Shanghai est assez révélateur. L'enquête a montré que le reconditionnement des produits périmés faisait partie des « règles non écrites » (潜规则, *qian guize*) qui encadrent le fonctionnement du secteur. Selon Zhang Ranran, les contrôleurs ne pouvaient les ignorer. Ils ne se sont abstenus de les dénoncer que parce que le système des amendes leur apportait des revenus complémentaires confortables. D'autant que les amendes dont les producteurs doivent régulièrement s'acquitter incitent ces derniers à compenser leurs pertes par de nouvelles réductions de coûts. Zhang Ranran qualifie cette dynamique de véritable « cercle vicieux ».

**« Une partie du problème de la sécurité alimentaire chinoise serait donc liée à l'alliance nouée entre contrôleurs et producteurs »**

Une partie du problème de la sécurité alimentaire chinoise serait donc liée à l'alliance de facto nouée entre contrôleurs et producteurs. Tant que certains contrôleurs devront compenser leurs bas salaires et leurs frais par des amendes, l'État n'aura que peu de prise sur la qualité de la production du secteur agro-alimentaire. En réalité, ce constat offre une alternative à l'action publique : la réforme bureaucratique, plutôt qu'une approche purement pénale sanctionnant les contrevenants parmi les producteurs. D'autant qu'un autre problème affaiblit l'administration en charge du contrôle de qualité : les redondances administratives, qui sont telles que « neuf dragons contrôlent un seul cours d'eau » (九龙治水, *jiulong zhishui*), et que chacun des dragons rejette donc la responsabilité sur les huit autres quand il choisit la passivité.

Ce n'est qu'à la fin de son texte que Zhang Ranran avance le mot-clef : le système de responsabilité (问责制度, *wenze zhidu*), dans le sens anglo-saxon d'accountability. C'est

aussi autour de ce concept que Hu Shuli concentre son éditorial, une explication de texte argumentée du discours de Li Keqiang, qui a avancé un renforcement du système de responsabilité. En plus de la réforme bureaucratique, elle préconise un « contrôle par l'opinion publique » (舆论监督, *yulun jian du*) et l'octroi de davantage de pouvoir aux consommateurs.

Selon Hu Shuli, 40 lois (法规, *fagui*) et près de 300 décrets (部门规章, *bumen quizhang*) encadrent la production alimentaire en Chine. Or, l'histoire récente du pays démontre qu'une réforme du système de responsabilité constitue souvent un levier efficace pour améliorer la gouvernance et restaurer la confiance de la population envers les autorités. Pour Hu Shuli, toute réforme doit débiter par la démission du principal responsable public. Ainsi, pendant la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (sras) en 2003, la démission forcée du ministre de la Santé Zhang Wenkang a été un acte politique fort. De même, la crise du lait à la mélanine en 2008 a provoqué la démission du bureau national du contrôle de la qualité (国家质检总局, *guojia zhijian zongju*), Li Changjiang. Mais dans l'affaire de la viande de porc dégraissée au clentubérol, aucun responsable des services de contrôle sanitaire du ministère de l'Agriculture n'a présenté sa démission. Le problème, pour la légitimité gouvernementale, est qu'il est impossible d'identifier le principal responsable politico-administratif, en raison de la complexité du système !

Hu Shuli appelle donc à une réforme de la bureaucratie en charge du contrôle de la sécurité alimentaire, pour mettre fin à une situation de « redondance des institutions et d'absence de vrai responsable » (多头监管, 无人但责, *duotou jianguan, wuren danze*). Ces institutions connaissent un véritable problème de leadership.

La commission gouvernementale pour la sécurité alimentaire coordonne certes l'ensemble de l'action publique mais, en réalité, son contrôle est lointain et très lâche. En pratique, elle est dépourvue de pouvoir exécutif. Même si des représentants de haut rang des différents ministères siègent en son sein, la commission ne peut pas agir efficacement. En même temps, son existence entame la marge de manœuvre du ministère de l'Agriculture, qui lui-même éprouve les plus grandes difficultés à avoir une vision claire des agissements d'une industrie agro-alimentaire presque uniquement structurée par des géants et de très petites entreprises.

Or, le problème est si grave que, selon Hu Shuli, une réforme administrative ne suffira pas. Il faut, pour la compléter, un « filet de contrôle sociétal » (社会监督网, *shehui jian du wang*). Le gouvernement central doit jouer son rôle de construction d'un espace où l'opinion publique et les associations de consommateurs peuvent s'exprimer. Dans le cas contraire, les gouvernements locaux continueront de faire pression sur les journalistes ou les particuliers qui dénoncent les scandales alimentaires – au point parfois d'utiliser la menace physique. Jusqu'à présent, l'application de la loi sur la sécurité alimentaire est de la responsabilité des gouvernements locaux. Pour qu'une réforme soit efficace, le gouvernement central devra faire davantage confiance aux forces sociales de protection des droits civils, et mettre en œuvre les conditions dans lesquelles celles-ci pourront s'exprimer. La réponse initiale du gouvernement chinois ne semble pas aller dans cette direction.



## 8. A institutions politiques inchangées, comment réformer par en bas ?

JÉRÔME DOYON

### SOURCES :

- Gao Xinjun<sup>33</sup>, « Les nombreuses voies possibles des innovations de l'administration locale », *Tongzhou gongjin*, avril 2011.
- Gao Xinjun, « Comment les innovations des gouvernements locaux en Chine peuvent-elles atteindre un développement continu ? », *Zhongyang bianyiju wangzhan*, 7 décembre 2010.
- Gao Xinjun, « A partir de l'histoire de la réparation d'une route, analysons les innovations du système au niveau local. Réflexions sur la « méthode en huit étapes » du village de Maliu », *Tongzhou gongjin*, juillet 2010.

A l'occasion d'une réunion tenue à Pékin en décembre 2010, portant sur les innovations budgétaires aux échelons administratifs locaux, Gao Xinjun publie dans *Tongzhou gongjin* un article analysant les différents types

33 Gao Xinjun est chercheur au centre de recherche d'économie et politique comparée du Bureau central de compilation et traduction.

d'innovation politique locale en Chine, nous donnant l'occasion d'un aperçu de ses travaux sur la question. Gao pense la réforme politique en Chine comme un processus incrémental dont le moteur se trouve au niveau local. Pour l'auteur, le déploiement des réformes devrait concerner au moins 50 % des localités et perdurer pendant au moins deux mandats du gouvernement local, c'est-à-dire entre huit et dix ans, pour prouver sa viabilité et devenir irréversible. Un processus ininterrompu de réformes pourrait alors mener à une réelle transformation du système politique. Gao fonde son analyse sur la large autonomie dont disposent les gouvernements locaux en matière de réformes. Pour lui, les dirigeants situés aux échelons supérieurs ont principalement une influence indirecte sur les réformes : en soutenant ou non celles-ci, ils créent un certain environnement politique, favorable ou non au changement. Les innovations politiques locales peuvent alors prendre des formes variées, et l'intérêt de l'analyse de Gao Xinjun réside notamment dans sa typologie des différentes voies existantes. Loin de cataloguer les innovations locales, il s'intéresse davantage à la signification des réformes qu'aux détails de leur mise en place, sur lesquels il reste parfois flou. Il souligne leurs différences en termes d'objectifs visés, de provenance des initiatives, et de risques encourus par ceux qui les promeuvent.

La réunion de Pékin a rassemblé des représentants des districts de Minhang<sup>34</sup> et Nanhai<sup>35</sup> ainsi que des villes de Wenling<sup>36</sup>,

34 Subdivision de la municipalité de Shanghai, comptant approximativement 2 millions d'habitants.

35 District de la province du Guangdong sous la juridiction de la ville de Foshan. Il compte à peu près 2 millions d'habitants.

36 Ville de la province du Zhejiang comptant près de 1 200 000 habitants. Elle est connue pour une économie au secteur privé extrêmement développé.

Jiaozuo<sup>37</sup> et Jiangyang<sup>38</sup> afin qu'ils présentent leurs innovations en matière de gestion des finances publiques. Gao Xinjun distingue ici trois voies possibles pour ces innovations politiques locales. D'abord, il peut s'agir d'une réforme de l'allocation des fonds publics pour plus d'efficacité, dont le gouvernement local a l'initiative. À l'image du district de Minhang, où une place importante est donnée depuis 2008 à l'assemblée populaire locale dans la supervision du budget<sup>39</sup>. Gao place aussi dans cette catégorie les innovations de gestion des fonds publics mises en place en 2004 dans le district de Xian'an à Xianning dans le Hunan. Il s'agit d'une privatisation partielle d'un certain nombre de services publics pour une meilleure distribution des fonds publics. L'État n'entretient plus des entreprises inefficaces mais paye pour un service (以钱养事, *yiqian yangshi*).

La deuxième voie correspond à l'intégration des nouvelles technologies de l'information dans la gestion des fonds publics. Le programme « heureuse Jiangyang » (« 幸福江阴 », *xinfu Jiangyang*) qui consiste en la mise en place, en 2005<sup>40</sup>, d'un système informatique de recueil des évaluations des habitants de la situation économique de la ville, puis d'une plateforme internet publique de gestion des finances locales, en est un bon exemple selon Gao.

Enfin, la troisième voie inclut les réformes qui permettent une participation accrue des citoyens aux affaires publiques. L'exemple

phare est la réforme participative du budget de Wenling. Depuis 1999, la ville de Wenling, au Zhejiang, a mis en place un système « d'échanges démocratiques » (民主恳谈, *minzhu kentan*), au contenu et échéances flexibles, pensé comme un moyen de participation des citoyens à la vie de la cité en parallèle du système de représentation qu'est l'assemblée populaire. Selon Gao, l'assemblée est souvent vue comme faible face au gouvernement, ses membres étant qualifiés de « représentants qui lèvent le doigt » car bien trop dociles (举手代表, *jǔshou daibiao*). Souvent, les demandes populaires qui passent par l'assemblée tombent dans une impasse et les députés ne remplissent pas véritablement leur rôle de surveillance du gouvernement.

Pour l'auteur, les « échanges démocratiques » qui, en 2004, furent lauréats de la deuxième édition du Prix des innovations politiques locales<sup>41</sup>, ont permis d'élever le niveau des cadres en forçant leur confrontation à la population et en accroissant de fait les exigences à leur égard, ce qui correspond à une forme de surveillance. Existant désormais depuis plus de dix ans ils auraient permis de transformer en profondeur le comportement des cadres locaux. D'autant plus que, d'après Gao, ces mêmes cadres sont pour beaucoup dans la persistance du dispositif, en particulier le secrétaire du PCC local entre 2001 et 2005, Wang Jinsheng, et son remplaçant, Chen Weiwei.

Dans le cadre des « échanges démocratiques » la municipalité de Wenling a mis en place avec l'appui d'un certain nombre de chercheurs<sup>42</sup>

37 Ville de la province du Henan d'à peu près 3,6 millions d'habitants.

38 Ville de la province du Jiangsu, comptant approximativement 1,2 million d'habitants. Elle est réputée pour avoir le PIB par habitant le plus élevé de Chine.

39 Cai Dingjian, « Comment mettre en place la réforme du budget commun », *Renmin luntan*, 2010, n°5 (mars 2010).

40 Yu Keping, « Le bonheur du peuple n'est pas séparable d'une amélioration de l'administration », *Xiandai kuaibao*, 14 avril 2010.

41 Le prix national des innovations politiques locales a été créé en 2000 par le centre de recherche d'économie et politique comparée du Bureau central de compilation et traduction, le centre d'études comparées des partis politiques mondiaux de l'École centrale du Parti, et le centre d'étude des innovations politiques locales de l'université de Pékin.

42 En particulier Li Fan, directeur du centre de

un budget municipal participatif. Après avoir été testé dans le bourg de Xinhe<sup>43</sup>, le budget participatif est élargi à toute la ville de Wenling en 2008, en particulier aux secteurs des transports, de la distribution d'eau, de l'urbanisation, du planning familial et du développement scientifique et technique. Pour Gao Xinjun, la capacité pour les citoyens de donner leur avis quant aux dépenses publiques est une étape fondamentale en termes de limitation du gouvernement par le peuple, comme l'a montré l'histoire de la démocratie en Occident. En comparaison, la plateforme internet publique de gestion des finances locales de Jiangyang paraît limitée dans sa force et sa portée. Elle permet certes de limiter la corruption et d'accroître l'efficacité des finances publiques. Or, le fait de la rendre publique et d'utiliser les nouvelles technologies ne transforme pas fondamentalement la gestion des finances. Il ne s'agit que d'une adaptation limitée du système existant, une avancée au risque politique limité. Les autorités peuvent par ailleurs aisément contrôler tout débordement sur la plateforme, ce qui limite d'autant plus les possibilités de participation.

Gao remarque que c'est souvent à la suite d'une crise grave que sont mises en place des réformes amenant une plus grande participation des citoyens. Dans une situation d'opposition croissante entre les intérêts des cadres et ceux de la population, les premiers n'ont d'autres choix que le compromis. Ils

---

recherche *La Chine et le monde* (世界与中国研究所, *shijie yu zhongguo yanjiusuo*), un think-tank présenté comme indépendant et qui travaille sur la bonne gouvernance ([www.world-china.org](http://www.world-china.org)).

43 Partie Est de la ville de Wenling comptant approximativement 120 000 habitants.

**« Gao pense la réforme politique en Chine comme un processus incrémental dont le moteur se trouve au niveau local »**

sont incités à améliorer la gestion locale via des réformes amenant plus de transparence et de participation populaire dans les affaires administratives. Gao illustre ce phénomène à travers le cas du village de Maliu, dans le comté de Kaixian, appartenant à la municipalité de Chongqing. En 1999, le gouvernement local, en réponse aux révoltes de masse des paysans, a mis en place un processus en huit étapes pour une gestion démocratique des problèmes de la communauté. Un processus allant de l'organisation de sondages généralisés sur les attentes de la population, manifestées par au moins 85 % des familles du village, à un accord sur une liste de problèmes et à la création d'équipes chargées de leur résolution.

Gao classe ces trois types d'innovations locales en fonction de la difficulté rencontrée par leur mise en œuvre et du degré de risque politique qu'ils induisent, tel qu'il est perçu par les autorités locales. L'implantation de nouvelles technologies de l'information ou la mise en place de nouvelles techniques de gestion des finances publiques sont, pour Gao, des réformes peu risquées, dont les gouvernements locaux prennent alors l'initiative. Il est par contre très difficile d'imaginer que les gouvernements locaux donnent volontairement aux citoyens les moyens d'accroître leur participation dans les affaires publiques et leur capacité de surveillance du travail des cadres. Pour de nombreux cadres, les forces populaires sont imprévisibles et incontrôlables, ce qui les rend dangereuses. Pour le moment, c'est la responsabilité à l'égard des niveaux supérieurs de l'administration qui prime : l'idée d'un système de surveillance populaire est difficile à concevoir pour des cadres locaux habitués à une supervision interne au système. Ils se

montrent indifférents aux demandes populaires car ils les voient comme secondaires.

Dans cette configuration de concentration forte des pouvoirs entre les mains des responsables politiques locaux, Gao souligne le rôle important de la « créativité » ou, plutôt, la conscience réformatrice de ces derniers (创新意识, *chuangxin yishi*). Dans le cas de Wenling, nous avons vu comment le soutien des cadres est, pour l'auteur, un élément clé pour une mise en place réussie des réformes. Il imagine alors que, si les cadres réformateurs représentaient au moins un tiers d'un gouvernement local, la dynamique de réformes dans la localité en question pourrait devenir irréversible. En plus de la personnalité des cadres, la persistance, sur la durée, du processus d'innovations locales est un facteur clé de son élargissement à terme par la transformation de l'environnement politique. Dans cette perspective de formation d'une dynamique réformatrice Gao souligne aussi l'important rôle joué par les médias, les chercheurs, les prix récompensant officiellement les innovations et le comportement des dirigeants des échelons supérieurs. Les innovations politiques locales en Chine sont encore dans leur phase initiale, elles peuvent à la fois tendre vers leur fin prématurée ou vers leur développement rapide et un véritable renouvellement du système politique. Pour assurer une telle évolution du système, le développement continu des innovations locales sur la durée doit être, du fait de leur fragilité, l'objectif premier pour Gao.

Selon Gao Xinjun, la croyance aveugle dans le système politique actuel est une impasse, et seule une réforme progressive peut assurer la viabilité de celui-ci. Les possibilités d'innovations, pour les gouvernements locaux, sont nombreuses et varient aussi en fonction des différents niveaux administratifs. Or, du point de vue de Gao, le contenu de ces innovations est secondaire, l'important étant

que l'élargissement de la participation populaire soit la base de la réforme et que la compétition, comme manière de déployer les ressources de la société et d'augmenter l'efficacité du gouvernement, son moyen. Des systèmes de surveillance des cadres doivent alors être mis en place pour garantir la pérennité de ce système de participation et de compétition. C'est le sens d'une réelle « scientification » (科学化, *kexuehua*) des gouvernements locaux comme la comprend Gao, qui se place ainsi dans le débat actuel sur la standardisation et la modernisation des administrations locales en Chine.



## 9. Vers un marché chinois du carbone

ÉDOUARD LAURENT

### SOURCES :

- Chen Anguo<sup>44</sup> *et al.*, « Établir les institutions d'un marché des quotas d'émissions pour la Chine », *Zhongguo jingji shibao*, 10 janvier 2011.
- Du Li *et al.*<sup>45</sup>, « Recherche sur les responsabilités nationales dans le cadre du mécanisme de développement propre », *Jingji yanjiu cankao*, n° 32, 2010.
- Li Guangpu<sup>46</sup>, « Étude sur les MDP au sein de l'économie faible en CO<sub>2</sub> fondée sur l'approche Swot », *Ditan jingji*, n° 2, 2011, p. 72-77.
- Wen Wangxuan<sup>47</sup>, « Le développement de la finance carbone en Chine et les mesures à adopter », *Hezuo jingji yu keji*, n° 407, décembre 2010.

44 Directeur de la chaire de conseil en stratégie à l'Académie chinoise de gouvernance de Pékin.

45 Equipe de chercheurs de la faculté de droit de l'université du peuple de Pékin.

46 Professeur assistant et chercheur à l'École supérieure de commerce du Henan de Zhengzhou.

47 Chercheur à l'Institut de finance de l'université de commerce et d'économie de la capitale.

- Zeng Shaojun<sup>48</sup>, *Réduction des émissions : l'expérience chinoise*, Pékin, Editions de l'Académie des sciences sociales, 2010.

- Zheng Sihai<sup>49</sup> *et al.*, « L'après Copenhague. Recherche sur les mesures pour le développement du MDP en Chine », *Shangye jingji yanjiu*, n° 6, 2011.

- Zou Yasheng<sup>50</sup>, « La route de la finance carbone dans le contexte de l'économie faible en CO<sub>2</sub> », *Zhongguo jinrong*, n° 4, 2010.

Les tribulations des négociations sur le climat tenues à Copenhague et à Cancun ont mis au grand jour le rôle crucial des grands pays émergents dans le devenir de la coopération internationale. L'attention des médias s'est alors essentiellement portée sur la nécessité de créer un régime international comprenant l'ensemble des acteurs de la réflexion et la lutte contre le changement climatique. Quoi qu'il advienne lors des prochaines négociations, le débat sur l'avenir énergétique de la Chine et de son économie va son train. En témoigne l'émulation autour du concept de low carbon economy (低碳经济, *ditan jingji*) qui a été défini comme un objectif majeur du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal. Les experts et politiques chinois s'inspirent des modèles développés en Europe et dans certaines villes américaines pour proposer des solutions permettant d'atteindre cet objectif.

La Chine a pour ambition de réduire ses émissions de gaz à effet de serre en concentrant ses efforts sur le développement des énergies à faible intensité carbone ainsi que sur l'augmentation de son efficacité énergétique. Des voix s'élèvent pour l'avènement d'une

48 Chercheur à l'université de Qinghua et du centre de d'étude des échanges économiques internationaux de Chine de Pékin.

49 Professeur de sciences actuarielles à l'université de la finance du Hebei.

50 Professeur assistant de finance à l'université d'économie et de commerce international de Pékin.

politique économique intégrant les coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre dans le prix des biens et services. L'approche de marché est privilégiée – par rapport à la taxe carbone – parce qu'elle permet une répartition plus efficace des ressources. Or, la voie de l'économie faible en CO<sub>2</sub> nécessite des financements importants, et les instruments de la finance carbone<sup>51</sup> ont attiré l'attention de nombreux universitaires chinois. L'exemple le plus probant est celui du mécanisme de développement propre (MDP, 清洁发展机制, *qingjie fazhan jizhi*)<sup>52</sup>, un instrument permettant aux pays industrialisés de réaliser des réductions d'émission dans les pays en voie de développement et de les rapatrier comme des quotas d'émission. L'intérêt de ces mécanismes, pour la Chine, réside

**« La Chine doit s'inspirer des modèles européens et américains pour développer son système financier du carbone »**

51 Autrement dit, l'allocation de ressources financières à des projets permettant des réductions d'émissions de gaz à effet de serre, qui sera ensuite rémunérée grâce à la vente de ces réductions sous la forme de crédits carbone.

52 Le mécanisme de développement propre (MDP) est l'un des trois mécanismes de flexibilité mis en place par le protocole de Kyoto permettant aux pays industrialisés de réaliser des réductions d'émissions de gaz à effet de serre à un coût minimal. Le MDP autorise les entreprises des pays développés contraints par des plafonds d'émission à investir dans des projets réalisés au sein de pays en voie de développement permettant de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, tout en compensant l'investissement supplémentaire par la création d'unités de réduction certifiées des émissions (URCE) en quantité équivalente aux émissions de gaz à effet de serre évitées. Les URCE sont donc des crédits carbone échangeables sur les marchés du carbone, principalement sur le marché européen des quotas d'émissions. Malgré des critiques quant à son efficacité, c'est un des mécanismes de flexibilité ayant connu le plus de succès et jouissant d'un soutien important parmi les pays d'accueil.

dans le fait qu'ils ont financé une partie significative de sa low carbon economy grâce à des investissements étrangers. D'autres instruments intéressent aussi les spécialistes de la politique environnementale chinoise, à commencer par le marché des droits d'émission. A l'heure actuelle, la priorité reste, pour les politiques chinois, d'apprendre des expériences étrangères, et la finance carbone n'en est qu'à ses débuts. De plus, l'incertitude liée à la prolongation du protocole de Kyoto soulève des questions quant à la viabilité du système en place.

La Chine est l'un des pays possédant le plus grand potentiel de réduction

d'émissions de gaz à effet de serre à faible coût : son industrie fortement énergivore et encore peu efficace sur une échelle internationale ainsi que son intense politique de reboisement pour lutter contre la désertification sont autant de facteurs influant sur les coûts des réductions qui y sont faites (Du, 2010 ; Li, 2011). C'est pourquoi des chercheurs de l'Académie chinoise de gouvernance<sup>53</sup> (国家行政学院, *guojia xingzheng xueyuan*) insistent sur la priorité consistant à mettre sur pied des mécanismes de réduction des émissions sur le territoire national. Le modèle qu'ils préconisent n'est autre que le MDP. Au début du mois de mars 2011, la Chine est le principal pays accueillant des financements dans le cadre du MDP, à savoir 2 483 projets représentant 41 % du total mondial et engendrant 54,3 % des unités de réduction certifiées des émissions<sup>54</sup> devant être émises

53 Établissement d'enseignement supérieur à Pékin offrant des formations post grades pour des hauts fonctionnaires. Il fut fondé en 1994 sur le modèle de l'École nationale d'administration française.

54 Quotas d'émission échangeables sur le marché

dans le monde à l'horizon 2012. Jusqu'à maintenant, les investissements mondiaux réalisés dans le cadre du MDP dépassent légèrement 149 milliards de dollars<sup>55</sup>. Comme relevé par Zou Yasheng, les réductions potentiellement exploitables dans le cadre de la finance carbone sont très importantes en Chine, notamment à cause de leur faible coût. C'est donc pour cela que de nombreuses entreprises européennes soumises au système des quotas du protocole de Kyoto investissent en Chine. Une équipe de chercheurs de l'université du peuple à Pékin résume les opportunités commerciales ouvertes aux entreprises chinoises mettant en œuvre des projets au sein du MDP. Il s'agit, premièrement, de gains financiers pouvant être importants si le développement de la finance du carbone se poursuit. Ceux-ci s'élevaient à un peu plus d'un milliard de dollars entre 2005 et 2010 avec un accroissement en flèche ces deux dernières années. Deuxièmement, ces mécanismes sont sensés favoriser les transferts de technologie (技术转让, *jishu zhuanrang*) et l'innovation et, par là, accroître la compétitivité de l'industrie des pays receveurs. Troisièmement, l'apport en termes d'image peut être très positif pour des entreprises soucieuses d'apparaître à la pointe du développement technologique. C'est d'autant plus vrai quand le gouvernement encourage et valorise la croissance des industries propres.

Cependant, les risques induits par de tels projets sont loin d'être négligeables. Par exemple, les risques liés à la longue et fastidieuse procédure de reconnaissance et d'approbation des projets sont très élevés et nombre de candidats sont rejetés. Le dernier risque majeur est l'incertitude quant au futur du

---

européen.

55 UNEP Risoe CDM/JI Pipeline Analysis and Database, site internet : <http://cdmpipeline.org/>, données du 1<sup>er</sup> mars 2011, consulté le 30 mars. Calculs de l'auteur.

régime climatique. Il dissuade de nombreuses entreprises d'investir dans ce domaine, de peur de voir le régime s'interrompre (Du *et al.*, 2010). Zeng Shaojun, chercheur au Centre d'étude des échanges économiques internationaux de Chine, affirme que seul l'établissement d'un marché de quotas d'émission permettra au gouvernement d'atteindre ses objectifs en matière de diminution des rejets de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Le MDP est alors le modèle le plus approprié pour y parvenir à moindre coût, même si certaines améliorations sont encore possibles. Néanmoins, Zeng plaide pour une diversification des mécanismes de réduction, sachant que, actuellement, le MDP est le principal – si ce n'est le seul – moyen utilisé. Malgré l'incertitude quant à l'avenir de Kyoto, il encourage l'industrie des MDP à se développer mais en appelle aussi à des mesures gouvernementales d'incitation pour augmenter les réductions volontaires.

Dans le futur, la finance carbone chinoise ne pourra s'appuyer uniquement sur les investissements étrangers ; c'est pourquoi la mise sur pied d'institutions permettant son développement s'avère être une étape cruciale. Selon Luo Hua et Fei Fangyu de l'université Jiaotong à Shanghai, la Chine doit s'inspirer des modèles européens et américains pour développer son système financier du carbone alors que celui-ci n'en est qu'à ses premiers balbutiements. En effet, les structures d'échanges – comme les marchés d'échange de quotas - ne sont pas encore suffisamment établies, les intermédiaires de marché sont quasi inexistantes et les entreprises mal informées sur le fonctionnement du marché du carbone. Ainsi, l'essentiel des échanges de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> se font sur les marchés internationaux. C'est pourquoi, malgré sa place de premier fournisseur mondial de quotas hors d'Europe, la Chine n'a qu'une influence très limitée sur le prix de la tonne de CO<sub>2</sub>, et ce sont donc les institutions financières internationales

qui obtiennent la part du lion dans les profits de la revente des crédits carbone. D'après les auteurs, il faudrait établir dans le moyen terme un système de marché d'échange du carbone en Chine. L'idée serait de déterminer un système de quotas d'émission semblable à celui utilisé par le marché européen. Ces quotas seraient répartis entre les différentes industries et représenteraient des seuils d'émissions annuelles à ne pas dépasser. Une fois le système en fonctionnement, les entreprises dépassant ce seuil devraient soit réduire leurs émissions, soit acheter des quotas sur le marché – ou payer une amende en dernier recours.

Pour mettre cela en œuvre, les auteurs définissent une feuille de route divisée en quatre phases successives :

- l'expérimentation des différents outils financiers intervenant dans ce marché ;
- l'échange des quotas d'émission sur une base entièrement volontaire afin de familiariser les entreprises avec le système - c'est celle dans laquelle nous sommes après la mise sur pied du *China Beijing Environmental Exchange* (北京环境交易所, *Beijing huanjing jiaoyisuo*) et de ses équivalents shanghaiens et provinciaux ;
- le passage à des réductions obligatoires pour les entreprises déjà dans le système ;
- enfin, des quotas imposés à toutes les entreprises avec la création d'amendes pour contraindre celles-ci à obéir.

Finalement, nos auteurs plaident pour la création d'une plateforme nationale et unifiée,

déterminant les prix de la tonne de CO<sub>2</sub> d'une manière équitable et permettant de faire des réductions d'émissions pour un coût minimal. Malgré tout, on peut raisonnablement douter de la volonté du pouvoir chinois de s'imposer des contraintes en signant un accord international, et le régime présenté par nos auteurs relève strictement de la politique intérieure.

Dans un second temps, il s'agirait de mettre en place un système financier du carbone à plusieurs niveaux et interagissant aussi avec les marchés internationaux. Il faudrait pour cela développer tous les services et les produits financiers dérivés indispensables au développement de la finance carbone : des fonds carbone, capital-risque vert, indices financiers verts, aux assurances carbone<sup>56</sup>. Le but avoué d'une telle politique est de changer la place de la Chine dans les échanges internationaux du carbone et

donc de faire du yuan une monnaie de référence dans les échanges de quotas d'émission bien que, aujourd'hui, cette devise ne soit pas encore convertible. A l'heure actuelle, la Chine ne participe pas directement aux activités de négoce des quotas d'émission sur les marchés obligatoires, car ceci est réservé aux

56 Les fonds verts fournissent des capitaux à des projets satisfaisant cette condition. Le capital-risque vert fournit en capital et en réseau les entreprises innovantes dans le domaine de l'environnement. Les indices verts, quant à eux, sont des benchmarks des entreprises et des projets respectueux de l'environnement. Finalement, les assurances carbone ont été créés pour contrer les nombreux risques liés aux réductions d'émissions et aux technologies qui y sont associées. Ces instruments financiers permettant de stimuler l'investissement dans les projets réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

**« Changer la place de la Chine dans les échanges internationaux du carbone et faire du yuan une monnaie de référence dans les échanges de quotas d'émission »**

pays s'étant engagés à limiter leurs émissions à la signature de Kyoto. Elle peut par contre participer au commerce des crédits carbone sur les marchés de quotas d'émission où les réductions sont volontaires, comme le Chicago Climate Exchange. Pour renforcer la position chinoise sur ces marchés, un effort doit être fait lors des négociations internationales, afin que le pays puisse prendre part à la gouvernance les marchés internationaux du carbone.

Même si elle est encore embryonnaire, la finance carbone se développe très rapidement en Chine, d'où l'intérêt de ses experts pour les mécanismes instaurés par Kyoto. Il ressort très nettement des divers points de vue considérés ici que des recherches plus avancées – essentiellement sur les réalisations européennes - doivent être menées pour établir un modèle adéquat pour la Chine. Ces recherches doivent dans certains cas passer par la phase d'expérimentation pratique. La récente mise sur pied du China Beijing Environmental Exchange en constitue un exemple. La question de la prorogation du protocole de Kyoto nous interroge sur l'avenir du MDP : celui-ci sera-t-il maintenu ? Et, si oui, sous quelle forme ? Cancun constitua, certes, une reprise, encourageante, des négociations au sein du dispositif onusien, mais la défection de grands pays fit douter de l'avenir de ces dispositions. Il existe bel et bien un risque que, en cas de non-renouvellement du protocole, les mécanismes de flexibilité disparaissent. Cependant, l'issue la plus plausible serait le maintien avec quelques modifications du MDP après la conférence de Durban, comme le suggère la Banque mondiale<sup>57</sup>. Ainsi, même en cas d'abandon du protocole de Kyoto, le MDP pourrait être maintenu par l'Europe sur une base

bilatérale afin garantir un approvisionnement en crédits carbone à bon prix dans les pays en voie de développement et surtout en Chine. Plus généralement, les instruments de la finance carbone sont abondamment étudiés dans les cercles académiques chinois et son développement futur semble assuré. Cependant, il est encore trop tôt pour dire si oui ou non un marché du carbone sera établi en Chine.

---

57 Article du 7 mars 2011, tiré du site de la Banque mondiale : [http://siteresources.worldbank.org/INTCARBONFINANCE/Resources/MARKETS\\_World\\_Bank\\_and\\_exchanges\\_work\\_to\\_keep\\_CDM\\_trades\\_going.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTCARBONFINANCE/Resources/MARKETS_World_Bank_and_exchanges_work_to_keep_CDM_trades_going.pdf).

# DÉCALAGES

## 10. Après Fukushima : Taiwan s'interroge sur le nucléaire

TANGUY LE PESANT

SOURCES :

- Zhang Zuo-jin, « Pas d'électricité d'origine nucléaire sans en payer le prix », *Yuanjian zazhi - Global Views Monthly*, avril 2011, p. 26.
- Éditorial, « La politique du nucléaire civil doit être immédiatement revue et corrigée », *Ziyou shibao - Liberty Times*, 26 mars 2011, p. A2.
- Dossier, « Examen de la sécurité du secteur de l'énergie nucléaire », *Yushan zhoubao - Formosa Weekly*, 23-30 mars 2011, p. 4-16.
- Tian Zhe-rong, « Si une catastrophe nucléaire survenait à Taïwan », *Jingdian zazhi - Rhythms Monthly*, n°153, avril 2011, p. 60-71.

L'incapacité du Japon à éviter une catastrophe nucléaire majeure à Fukushima, associée au fait que les centrales taïwanaises sont confrontées à un risque sismique du même ordre, a ravivé le débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à Taïwan. L'île compte actuellement trois centrales pour un total de six réacteurs entrés en activité entre 1978 et 1985. Ces trois

centrales sont sous le contrôle de l'entreprise publique Taipower (台灣電力公司, *Taiwan dianli gongsì*) qui opère sous l'autorité du ministère des Affaires économiques. En 2010, selon Taipower, le secteur nucléaire représentait 12,6 % de la capacité installée et 19,3 % de l'électricité produite à Taïwan. Une quatrième centrale comportant également deux réacteurs devrait entrer en service fin 2012.

Pour Zhang Zuo-jin, la catastrophe de Fukushima rappelle aux Taïwanais que la décision de recourir au nucléaire constitue un choix de société qui a un prix (沒有白吃的午餐, *meiyou baichi de wucan*), mais il insiste longuement sur le coût économique qu'impliquerait l'abandon de cette énergie, rejetant l'idée d'un « chez soi sans nucléaire » (非核家園, *feihe jiyuan*) prôné par les associations de protection de l'environnement et l'opposition menée par le Parti démocratique progressiste (PDP)<sup>58</sup>. Son argumentation paraît parfois faiblement étayée, mais elle reste intéressante car elle reprend la plupart des éléments avancés, chiffres à l'appui, par Taipower, le gouvernement Ma Ying-jeou et sa Commission à l'énergie atomique (行政院原子能委員會, *xingzhengyuan yuanzi neng weiyuanhui*) pour justifier ce qu'ils considèrent être l'impérieuse nécessité du recours à l'énergie nucléaire. Zhang Zuo-jin explique d'abord que le développement du secteur nucléaire est une tendance mondiale fondée sur le fait qu'il s'agit d'une source d'énergie de haute qualité, sûre, stable et propre. Et d'ajouter que, « jusqu'à maintenant, mis à part quelques doutes sur le plan de la sécurité, tous les autres aspects importants restent «aussi inébranlables qu'un roc» ». En comparaison, les autres sources

---

58 Au mois d'avril, durant les primaires du Parti démocratique progressiste pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu en janvier 2012, Tsai Ying-wen, qui a finalement obtenu l'investiture de son parti, s'est prononcée pour une sortie du nucléaire à l'horizon 2025.

d'énergie présentent de gros inconvénients : le charbon est à l'origine d'une pollution qui n'est aujourd'hui plus supportable pour les Taïwanais, sans compter qu'il est nécessaire de l'importer. Tout comme le pétrole utilisé dans les centrales thermiques, mais qui a quant à lui l'inconvénient supplémentaire d'être devenu un « produit de luxe » (奢侈品, *shechi pin*). Citant de nouveau des « experts » sans les nommer, l'auteur affirme ensuite que, selon leurs calculs, le coût de production de l'électricité n'est plus acceptable lorsque le prix du baril de pétrole atteint 50 dollars, qu'il est aujourd'hui à plus de 100 dollars et qu'il pourrait grimper au-dessus des 200 dollars en raison des désordres que connaissent la Libye et plusieurs autres pays. Il poursuit ensuite en affirmant qu'il existe une « corrélation positive indéniable » (絕對的正面關係, *juedui de zhengmian guanxi*) entre utilisation du nucléaire et croissance économique et que, dans le cas de Taïwan, l'abandon de cette énergie signifierait la fin du modèle de développement qui apporte les fruits de la prospérité aux Taïwanais. Il ironise enfin sur les bienfaits d'un retour à une vie simple, en harmonie avec la nature, comme celle dont les touristes taïwanais peuvent jouir lorsqu'ils se rendent dans l'île de Bali, en Indonésie.

Il est certain que Zhang Zuo-jin touche là une corde sensible. Un sondage effectué par le centre d'enquête de la chaîne télévisée TVBS le 1<sup>er</sup> avril 2011 fait en effet ressortir toute l'ambiguïté de l'attitude de la population taïwanaise sur la question du nucléaire. Ainsi, alors que 58 % des personnes interrogées pensent que Taïwan devrait progressivement sortir du nucléaire (23 % estiment que ce n'est pas nécessaire), et que 51 % se disent prêtes à soutenir cette politique même si elle entraînerait une forte hausse du coût de l'électricité (38 % s'y opposerait alors), en revanche, si l'arrêt des centrales devait entraîner une pénurie d'électricité et avoir une influence négative sur le développement économique, 38 % seulement

des sondés soutiendraient malgré tout leur fermeture, alors que 50 % s'y opposeraient. De façon générale, le camp des défenseurs du nucléaire à Taïwan s'appuie sur des arguments d'ordre économique, faisant planer le spectre d'une forte hausse du coût de la vie, d'une perte de compétitivité des entreprises taïwanaises sur la scène internationale et d'une récession. Ainsi, en réaction au projet présenté par un député en vue de mettre un terme à l'utilisation de l'énergie nucléaire à Taïwan, Taipower a répliqué que cela entraînerait « l'écroulement de tout le pays » (整個國家會跨掉, *zhengguo guojia hui kuadiao*).

Le ministère des Affaires économiques a, quant à lui, déclaré qu'une telle mesure affecterait la consommation d'électricité de 30 % des industries de l'île. Ces deux positions officielles servent de point de départ à l'éditorial du *Ziyou shibao* qui cherche ensuite à démontrer qu'elles ne sont en rien fondées. L'éditorial avance d'abord que, contrairement à ce que prétend le gouvernement, les centrales taïwanaises pourraient être arrêtées sans que Taïwan soit affecté par une pénurie d'électricité, pour trois raisons. Tout d'abord, la part de l'électricité d'origine nucléaire reste assez faible et le déficit pourrait aisément être compensé par le recours à d'autres sources d'énergie, notamment grâce au développement des énergies renouvelables et de la cogénération. Ensuite, du fait des délocalisations massives d'industries gourmandes en électricité sur le continent chinois, la capacité de production électrique de Taïwan excède en réalité de 10 % la demande, ce qui signifie que, si les centrales étaient arrêtées sur le champ, cela n'aurait aucun impact au cours des cinq années à venir. Enfin, le seul véritable risque de pénurie concerne la région du grand Taipei qui draine une partie importante de l'électricité

produite dans le sud de l'île et où, durant la saison chaude, les climatisations entraînent une consommation qui pourrait être réduite en jouant sur les comportements et le civisme.

Mais, au-delà de cette réponse d'ordre économique, les arguments des adversaires du nucléaire à Taïwan appartiennent le plus souvent à un registre d'une tout autre nature que celui des conséquences matérielles de l'arrêt des centrales. Ils mettent en avant des risques qu'ils considèrent être d'une toute autre ampleur puisqu'il en va, selon eux, de la survie pure et simple de Taïwan et de sa population, dans son intégralité.

**« Un scénario serait une catastrophe nucléaire de l'ampleur de Fukushima à Taïwan même »**

Le dossier constitué par le *Formosa Weekly* s'ouvre ainsi (pages 4 et 5) sur la synthèse d'une conférence de presse organisée le 15 mars 2011 à l'initiative de l'ancienne Vice-Présidente Lu Hsiu-lien pour discuter des risques auxquels les centrales nucléaires taïwanaises sont exposées. Parmi les spécialistes présents, Lee Chyi-Tyi (李錫堤), professeur de géologie appliquée à l'université nationale centrale s'est dit plus inquiet pour la sécurité de la centrale nucléaire n° 3 (核三廠, *hesan chang*), qui se trouve à la pointe Sud de l'île, que pour les centrales 1 et 2, toutes deux construites sur la côte Nord, à une trentaine de kilomètres de Taipei<sup>59</sup>. Selon lui, bien que ces deux centrales soient situées de part et d'autre d'une faille sismique, ce sur quoi n'ont pas manqué d'insister les médias taïwanais<sup>60</sup>, celle-

59 Couramment désignées par des chiffres, les centrales 1, 2 et 3 sont également respectivement nommées centrale de Chinshan (金山廠, *jinshan chang*) de Kuosheng (國聖廠, *guosheng chang*) et de Maanshan (馬鞍山廠, *ma'an shan chang*).

60 Le gigantesque titre suivant barrait par exemple la page A2 du *Ziyou shibao* du 18 mars 2011 : « Nos centrales nucléaires sont situées sur une chaîne de failles » (我核廠位斷層帶, *wo hechang wei*

ci ne provoque un tremblement de terre de forte intensité que tous les 700 ans. Il est donc fort peu probable qu'un tel séisme survienne dans les décennies à venir. En outre, seule une faille d'une longueur de 600 à 1 000 kilomètres est susceptible de libérer l'énergie nécessaire à un séisme de magnitude équivalente à celui qui a frappé le Japon. Il n'en existe pas à proximité des côtes nord de Taïwan. En revanche, la fosse de Manille, qui s'étend à l'ouest des Philippines et au sud de Taïwan, pourrait connaître un tremblement de terre de magnitude 8,5 et un tsunami dont la taille serait telle que la troisième centrale ne résisterait pas. Ces conclusions ont été confirmées par d'autres chercheurs, qui estiment que l'éventualité d'un tel séisme est d'autant plus plausible que cette fosse n'a pas connu de forte secousse depuis 440 ans. La vague que ce séisme provoquerait mesurerait entre cinq et huit mètres de haut et frapperait les côtes taïwanaises (la ville de Kenting) en un quart d'heure<sup>61</sup>. Mais elle atteindrait aussi les côtes du sud-est de la Chine et menacerait les quatre centrales qui s'y trouvent.

Le dossier du *Formosa Weekly* se penche également sur la question des risques liés au développement du secteur nucléaire en Chine dans un article (page 16) intitulé « La menace que représente les centrales nucléaires chinoises pour Taïwan surpasse celle des missiles » (中國核電廠對台威脅勝導彈, *zhongguo hedianchang dui tai weixie sheng daodan*). Cet article identifie essentiellement trois sources de risque. Tout d'abord le fait que la plupart des centrales chinoises en fonctionnement, en construction ou en projet se trouvent sur les côtes des trois provinces les plus proches de Taïwan – le Guangdong, le Fujian et le Zhejiang – proximité mise en évidence par une carte. Ensuite, le fait que ces centrales soient toutes de la même génération

---

*duancengdai*). Sous ce titre, deux cartes indiquaient les emplacements respectifs des centrales et des failles.

61 *Ziyou shibao*, 20 avril 2011.

que celle de Fukushima, donc relativement vétustes et peu résistantes à un tsunami. Enfin, la faiblesse des fonds affectés par Pékin à la sécurité de ses centrales. Citant le *China Daily*, l'auteur indique que, sur une base annuelle, la Chine dépenserait en moyenne 500 000 dollars par centrale alors que les États-Unis investiraient quant à eux 7 millions dans la sécurité de chacune de leurs installations.

Mais les experts s'exprimant dans le dossier du *Formosa Weekly* pointent surtout du doigt la sécurité et l'entretien des centrales taïwanaises qui sont à l'origine d'une vive inquiétude. Selon Hsu Kuang-jung (徐光蓉), professeur de sciences atmosphériques (大氣科學, *daqì kexue*) à l'université nationale de Taïwan, le danger le plus grand réside dans la mise en service prochaine de la centrale numéro 4, qui se trouve à une trentaine de kilomètres de Taipei et dont les plans ont été considérablement modifiés par les ingénieurs de Taipower, sans approbation préalable des fournisseurs des différents éléments. Un autre article du dossier (pages 12 et 13) reprend plus en détails les faiblesses des quatre centrales taïwanaises, en insistant sur la quatrième. L'auteur se demande pourquoi, alors que le gouvernement allemand a décidé d'arrêter toutes les centrales construites dans les années 1980 à la suite de la catastrophe de Fukushima, Taïwan ne pourrait pas faire de même pour ses réacteurs datant des années 1970. Il note également que la quatrième centrale n'est pas en mesure de résister à un séisme d'une magnitude supérieure à sept. Enfin, il cite un rapport du Bureau des audits de la République de Chine (審計部, *shenji bu*) selon lequel, en février 2008, les ingénieurs de Taipower avaient déjà modifié 844 éléments des plans de la centrale, dont 80 étaient liés à des mesures de sécurité ce qui pourrait entraîner de sérieux problèmes.

L'article du *Rhythms Monthly* reprend la plupart des sujets d'inquiétudes qui viennent d'être

abordés, mais insiste plus particulièrement sur la marge de manœuvre dont disposeraient les Taïwanais « si une catastrophe nucléaire survenait à Taïwan. » La dernière section envisage deux scénarios de crise dans lesquels Taïwan serait confrontée à de fortes émissions d'éléments radioactifs. Le premier résulterait d'une catastrophe survenue en Chine continentale. Une carte de la région montre les centrales en activité à Taïwan, en Corée, au Japon et en Chine, faisant clairement apparaître l'inquiétante proximité de plusieurs des centrales chinoises, et notamment des deux qui sont construites sur les côtes du Fujian (福清核電廠, *fúqíng hédianchǎng* et 陽江核電廠, *yángjiāng hédianchǎng*). Un tableau citant des chiffres de la World Association of Nuclear Operators (WANO) et de la World Nuclear Association indique par ailleurs que la Chine dispose actuellement de 13 réacteurs en activité et qu'elle table sur 27 unités supplémentaires. À partir de ces informations, l'auteur estime que, si l'une des centrales des provinces les plus proches de Taïwan libérait un nuage radioactif, l'île ne pourrait y échapper. L'autre scénario serait une catastrophe nucléaire de l'ampleur de Fukushima à Taïwan même. L'auteur souligne que, à la différence du Japon dont le territoire est dix fois plus vaste, les Taïwanais ne disposent que de peu d'espace pour se replier et reprendre leurs activités. Or, trois des quatre centrales se trouvant aux portes du grand Taipei, une crise et la création d'une zone d'exclusion impliqueraient sans doute le déplacement de millions de personnes. L'article se termine par une conclusion sans appel : si ce « peut-être » (萬一, *wányi*) venait à se réaliser, Taïwan ne s'en relèverait pas.

光明日报, *Guangming ribao*. Quotidien fondé en 1948 par la « Ligne démocratique de Chine », un des *partis démocratiques* de la RPC. Il dépend désormais du département de la propagande du PCC et vise un public plus éduqué que le *Quotidien du peuple*.

21 世纪经济报道, *21 Shiji Jingji Baodao*. Quotidien de Canton appartenant au groupe de presse Nanfang, il est considéré depuis sa création au milieu des années 2000 comme l'un des meilleurs journaux de la presse économique chinoise. Suite à des pressions politiques, il aurait cependant quelque peu perdu de son indépendance.

人民日报, *Renmin Ribao*. On ne présente plus le quotidien officiel du parti communiste chinois, dont le contenu en mandarin diffère de toutes ses éditions internationales.

经济观察报, *Jingji guanchabao*. Hebdomadaire économique et financier détenu par un groupe du Shandong et fondé en 2001, distribué nationalement, doté d'une grande réputation de sérieux.

瞭望新闻周刊, *Liaowang xinwen zhoukan*. Hebdomadaire de l'agence officielle Xinhua, il est considéré comme un bon représentant de la ligne officielle.

国际金融报, *Guoji Jinrongbao*. Fondé en 1994, il s'agit d'un quotidien d'analyse financière du quotidien du peuple.

中国经济时报, *Zhongguo jingji shibao*. Quotidien économique publié par le centre de recherche en développement du Conseil d'Etat de la RPC.

中国对外贸易, *Zhongguo duiwai maoyi* - *China's Foreign Trade*. Publication bi hebdomadaire de la Chambre de commerce international chinoise et du comité chinois pour

le développement du commerce international.

中国电力报, *Zhongguo dianlibao* - *China Electric Power News*. Publication spécialisée de la Commission nationale de régulation de l'électricité fondée en 1982

中国建设报, *Zhongguo jianshebao* - *China Construction News*. Publication spécialisée fondée en 1987 par le ministère de la construction de la RPC

中国石化报, *Zhongguo shihuabao* - *China Petrochemical News*. quotidien spécialisé fondé en 1988 par l'Agence de presse de l'industrie pétrochimique chinoise.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée

aux affaires stratégiques et internationales.

当代经济, *Dangdai Jingji*. Revue économique publiée tous les dix jours par la chambre de commerce générale de Chine.

北京日报, *Beijing ribao*. Organe de communication du comité du parti communiste de la municipalité de Pékin. Il s'agit d'un quotidien fondé en 1952

世界经济与政治, *Shijie jingji yu zhengzhi*. Revue universitaire mensuelle de l'institut sur l'économie et la politique mondiales de l'académie chinoise des sciences sociales, elle propose des articles sur les relations internationales et les affaires politiques dans le monde.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre

## LA PRESSE DANS CE NUMERO

la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

同舟共进, *Tongzhou gongjin*. Mensuel de la province du Canton, qui dépend de la branche cantonaise de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Elle aborde tous les sujets contemporains dans des articles d'opinion.

中央编译局网站, *Zhongyang bianyiju wangzhan*. Site web du bureau central de compilation et traduction du PCC, il fournit des informations sur l'actualité du Bureau, des traductions de documents officiels, et des productions des différents centres de recherche qui lui sont rattachés.

经济研究参考, *Jingji yanjiu cankao*. Revue économique hebdomadaire publiée par le ministère chinois des finances depuis 1979

低碳经济, *Ditan jingji*. Revue spécialisée dans l'économie bas carbone publiée par le centre de recherche sur le changement climatique et celui sur l'économie bas carbone de l'Université nationale du Peuple (Renmin).

合作经济与科技, *Hezuo jingji yu keji*. Revue économique bi hebdomadaire publiée par la coopérative d'approvisionnement et de commercialisation de la province du Hebei.

遠見雜誌, *Yuanjian zazhi - Global Views Monthly*. Mensuel généraliste taiwanais publié par l'agence de presse *Tianxia Yuanjian*.

自由時報, *Ziyou Shibao*. Quotidien de Taïwan, il soutient l'indépendance de l'île et la défense de l'identité nationale taiwanaise contre la Chine. Le quotidien anglophone Taipei Times appartient au même groupe de presse.

玉山周報, *Yushan zhoubao - Formosa Weekly*. Hebdomadaire taiwanais pro-indépendantiste fondé en 2009 par l'ex vice-présidente de la République, Lü Hsiu-lien.

經典雜誌, *Jingdian zazhi - Rhythms Monthly*. Mensuel généraliste taiwanais fondé en 1998.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

**Directeur de la publication** : François Godement

**REDACTION :**

Rédacteur en chef : Mathieu Duchâtel

Direction du dossier : Marie-Hélène Schwoob

Auteurs : Martina Bassan, Gong Cheng, Jérôme Doyon, Mathieu Duchâtel, Edouard Laurent, Tanguy Lepesant, Michal Meidan, Marie-Hélène Schwoob.

**FABRICATION et DEVELOPPEMENT :**

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction (maquette) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

**Remerciements** : Haiying Gou, Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC).

**COMMANDES ET ABONNEMENTS :**

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 96 €

commande par n° (TTC) : France 21 € - Reste du monde 22 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005) : [www.centreasia.eu](http://www.centreasia.eu)

© Asia Centre

71 boulevard Raspail,

75006 Paris, France

[www.centreasia.eu](http://www.centreasia.eu)

[chinaanalysis@centreasia.eu](mailto:chinaanalysis@centreasia.eu)

ISSN : 2101 - 0048